La Politique du Passé et du Présent

LE CONFLIT DANS LE PETIT NORD-KIVU À L'EST DE LA RDC : CHANGEMENT ET CONTINUITÉ

Amir Sungura, Ndakasi Ndeze, Murenzi Mbamba, Hadji Rugambwa et Limbo Kitonga

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS / JULY 2021

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisanes, collaboratives et de terrain.

AUTEURS

Amir Sungura, Ndakasi Ndeze, Murenzi Mbamba, Hadji Rugambwa et Limbo Kitonga sont des chercheurs spécialisés dans les dynamiques de conflit en Afrique centrale avec plus de cinquante ans d'expérience cumulée. Ils sont co-fondateurs du Cercle de Concertation, un collectif décolonial de recherche et groupe de réflexion apolitique basé à l'est du Congo.

CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

Directeur de recherche : Christoph Vogel

Responsable projet et formation : Michel Thill

www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia

Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa

www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

www.gicnetwork.be

PUBLICATION

Éditorial : Lee Gillette

Traduction : Martial Elfi Kashori

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2021 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique

CC BY NC ND

Photo de couverture : Paysage dans la région de Bwito, Nord-Kivu © Amir Sungura 2016

La Politique du Passé et du Présent

LE CONFLIT DANS LE PETIT NORD-KIVU À L'EST DE LA RDC : CHANGEMENT ET CONTINUITÉ

Amir Sungura, Ndakasi Ndeze, Murenzi Mbamba, Hadji Rugambwa et Limbo Kitonga

CRG CONFLICT RESEARCH GROUP

GICN GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK

GEC-SH GROUPE D'ETUDES SUR LES CONFLITS ET LA SECURITE HUMAINE

Sommaire exécutif

Cette étude fournit une analyse de la longue durée des facteurs qui sont à l'origine de l'instabilité dans le nord du Masisi et l'ouest du Rutshuru, plus particulièrement autour de la cité de Kitchanga, pivot géographique de la politique armée dans le Petit Nord-Kivu. Les efforts de stabilisation n'ayant pas réussi à s'attaquer aux causes profondes du conflit, l'insécurité persiste et complique les efforts visant à instaurer la paix et le développement durables dans cette région.

Si de nombreuses analyses se penchent soit sur les événements historiques ou sur l'insécurité récente dans cette région, ce rapport examine les dynamiques actuelles à travers leur contexte historique et leur continuité à long terme. Ce rapport s'appuie sur des entretiens qualitatifs, une ethnographie digitale, des récits analytiques, des recherches à long terme et une analyse discursive. Il illustre ainsi la manière dont les conflits coutumiers, fonciers et politiques ont engendré la violence, l'insécurité et la manipulation.

Table des matières

1 | INTRODUCTION **6**

2 | TRAJECTOIRES DU CONFLIT ET DE LA VIOLENCE **8**

2.1 Avant et pendant la période de l'État indépendant du Congo (1870-1908) 8

2.2 Pillage et manipulation sociale dans la colonie (1908-1960) 10

2.3 L'indépendance et la guerre Kanyarwanda (1960-1966) 14

2.4 L'essor et le déclin du Zaïre (1966-1990) 16

2.5 La guerre de Masisi et l'arrivée des Interahamwe (1990-1996) 19

2.6 Les deux guerres du Congo et leurs conséquences (1996-2009) 22

2.7 Umoja Wetu, le massacre de Kitchanga et le M23 (2009-2013) 25

2.8 Fragmentation : guerres par procuration et réseaux de patronage (2013-2020) 27

3 | LES LIENS POLITIQUES ENTRE LE FONCIER, LA COUTUME ET L'IDENTITÉ **31**

3.1 Les racines de la contestation foncière 32

3.2 Pluralisme légal et négociations entre élites 35

3.3 Trajectoires et frictions dans la norme coutumière 39

3.4 Le foncier, la subsistance et le parc national des Virunga 43

3.5 La politique des concessions et les anciens ouvriers 45

3.6 Le rôle et l'action des femmes 46

3.7 Résumé et conséquences socio-économiques 47

4 | LA GUERRE, LE DÉPLACEMENT ET LA DÉPOSSESSION **49**

4.1 La condition de la guerre à Bashali et Bwito 49

4.2 Réfugiés, déplacés internes et cas imprécis 50

4.3 Généalogies de la mobilisation réciproque 52

4.4 L'insécurité, un frein au développement 54

5 | LE DDR ET LA STABILISATION : TRAGÉDIE OU UN CHEMIN VERS LA PAIX ? **56**

5.1 Recyclage de rebelles et retour circulaire 57

5.2 Interventions (in)appropriés ? 59

5.3 Récupération politique des projets de pacification 61

6 | CONCLUSION **64**

7 | BIBLIOGRAPHIE **67**

1 | Introduction

> Dans la pensée des paysans africains, la terre est avant tout un lieu [...] et un lien, un support de relations sociales. (Paul Mathieu)

La zone autour de Kitchanga, située à cheval de deux entités coutumières, est depuis le début des années 1990 un foyer de la violence armée à l'Est de la RDC. Kitchanga est le principal centre urbain d'un espace plus large couvrant les chefferies de Bashali, dans le Masisi, et de Bwito, dans le Rutshuru (Mathys et Buescher 2018). Cette zone est marquée par des dynamiques de violence et de dépossession depuis l'époque coloniale. Les tensions foncières et identitaires qui en ont résulté ont contribué à faire du nord du Masisi et de l'ouest du Rutshuru l'un des principaux épicentres des petites et grandes guerres du Congo. La région est ainsi devenue, au cours de la dernière décennie, un point d'ancrage pour les efforts de stabilisation des Nations unies et d'autres organisations internationales visant à restaurer l'autorité de l'État. Pourtant, ces efforts sont souvent critiqués par la population de Masisi et de Rutshuru, qui estime qu'ils ne tiennent pas suffisamment compte de l'historicité et des causes profondes de l'insécurité.

Le présent rapport examine autant la longue durée que l'évolution plus récente des difficultés de la région en retraçant les trajectoires relatives au foncier, à l'identité et à la politique locale au cours des 150 dernières années, y compris les interventions extérieures dans la gouvernance locale et le pouvoir coutumier. Il examine les différentes vagues et modes de mobilisation politique et armée. Il est indispensable de comprendre la politique violente dans cette région pour appréhender le remodelage de l'accès à la terre et de la propriété foncière, ainsi que les continuités problématiques des économies coloniales de concession et de conservation. C'est pourquoi cette étude accorde une attention particulière à la manière dont les forces de sécurité

« régulières » et « irrégulières » ainsi que les autorités coutumières et étatiques interagissent sur les questions foncières, les conflits, l'identité et les déplacements (voir également Life and Peace 2014, Cercle de Concertation 2019).

Sur le plan foncier et du déplacement, le rapport évalue l'impact des interventions extérieures, en particulier la stabilisation et le DDR. Il étudie également le rôle des belligérants dans le contexte de la stabilisation, en examinant les risques et les opportunités de leur action dans la négociation de la politique locale. Pour conclure, le rapport fait état de l'évolution du paysage politique du Nord-Kivu et propose des stratégies pour élaborer de nouvelles approches de stabilisation dans une région où le conflit se transforme rapidement tout en restant caractérisé par de fortes continuités de violence et politiques.

La recherche de terrain classique a dû être annulé en raison de la pandémie du Covid-19. Cette étude s'appuie donc plutôt sur une méthodologie mixte, utilisant de nombreuses itérations de travaux de terrain antérieurs effectués par les auteurs, une ethnographie approfondie à distance par le biais d'entretiens ouverts avec les principales parties prenantes, et la compilation de récits analytiques personnels produits par une équipe de cinq chercheurs. Afin de limiter les rumeurs et informations circulaires, l'étude a triangulé les entretiens et récits analytiques pour évaluer la longue durée par rapport aux évolutions actuelles.[1]

Cette étude, en raison du manque d'accès aux archives et du risque des « fausses » confirmations à travers des itérations entre les sources et les informations accessibles au public (orales et écrites), se limite donc à analyser la manière dont les contestations de longue date sont édifiés à travers les souvenirs des répondants avec leurs positionnements respectifs, et ne prétend pas offrir une évaluation singulièrement exclusive de ces récits souvent controversés.[2]

---

[1] Il examine donc la manière dont ces récits sont remodelés en lectures historiques et reviennent pour alimenter le discours sur la dynamique contemporaine du conflit, sans toutefois porter préjudice aux travaux d'archives existants, qui n'ont pas pu être consultés par manque de temps et d'accès.

[2] Les auteurs tiennent à remercier les trois membres du comité de lecture ainsi que Gillian Mathys, qui a signalé plusieurs erreurs factuelles dans les versions préliminaires. Des détails supplémentaires sur les défis et considérations méthodologiques sont donnés plus bas dans une annexe.

2 | Trajectoires du conflit et de la violence

Les conflits violents et non violents à l'Est de la RDC tirent leur origine de divers héritages historiques qui sont constamment invoqués, contestés et réinterprétés dans un contexte d'insécurité permanente. Si un certain nombre de dynamiques génériques prédominent, la zone autour de Kitchanga présente un ensemble unique de trajectoires croisées qui continuent à se développer, malgré les nombreux efforts locaux et internationaux pour promouvoir la paix.

Kitchanga est actuellement le principal centre urbain et le siège du groupement Bashali-Mokoto, dans la chefferie de Bashali, province du Nord-Kivu, à l'Est de la République démocratique du Congo (« Congo »). La cité se trouve aux confins de deux territoires (Masisi à l'ouest et Rutshuru à l'est) et est située à environ 90 km au nord-ouest de Goma, la capitale de la province. Elle compte une population hétérogène d'environ 100 000 habitants. Le commerce, l'agriculture et l'élevage sont les principaux piliers de l'économie locale de subsistance. Cette section retrace l'histoire de la région de 1870 à nos jours.

2.1 Avant et pendant la période de l'État indépendant du Congo (1870-1908)

Si la gouvernance précoloniale était caractérisée par un fluidité des règles coutumières, de la compétition régionale et de la création de frontières ethno-territoriales (Mathys 2014, Newbury 2009, Vansina 1990), le régime colonial a établi un système fixe par la catégorisation ethnique et la manipulation politique des élites locales. Les frontières « coloniales-nationales » ont ainsi

été négociées entre les dirigeants européens à l'approche de la conférence de Berlin de 1885.

Par la suite, le régime colonial lui-même a dupliqué ces pratiques « au niveau national » en s'immisçant fermement dans les dynamiques précédemment fluides du territoire et de l'identité (Hoffmann 2019, Verweijen et Van Bockhaven 2020). Plus qu'ailleurs, la migration (post)coloniale a contribué à façonner la démographie de l'Est de la RDC. La vie sociale a été influencé par différentes formes de migration dans la zone inter-lacustre reliant les deux Kivu actuels au Rwanda voisin. La plus récente est due au conflit, mais elle n'est qu'une forme de migration ; car auparavant, la migration et le sentiment d'appartenance était plus relationnel que territorial (Mathys 2017).[3]

Tout comme aujourd'hui, les conflits à la fin du 19e siècle ne se limitaient pas à un endroit donné : l'échelle a toujours eu son importance. Les conflits régionaux, la présence coloniale et les retombées de la traite des esclaves continentale se sont mêlés à des tensions géographiques spécifiques. Cela a conduit à la violence dans certains endroits. Par exemple, en 1880, des affrontements ont impliqué plusieurs royaumes lorsque le Mwami Buhini des Nyanga a lancé des attaques dans la région de Bashali. En 1895, le roi rwandais Kigeri IV Rwabugiri a tenté d'étendre son territoire aux régions actuelles de Masisi, Rutshuru et Kalehe. En 1896, les marchands d'esclaves afro-arabes Kabalibali et Lukundula ont mené des raids le long des rivières Osso, Lowa et Mweso, ce qui a déclenché une résistance menée par le Mwami Mupfunyi, le grand-père du futur chef hunde André Kalinda. Plus tard, vers 1910, les abaryoko et leur chef mystique, un prince hunde appelé Ngyiko, ont tenté de contester l'imposition coloniale.

Il ressort des travaux historiques que le royaume rwandais de l'époque a envahi et occupé à plusieurs reprises des parties de l'actuel Rutshuru, Masisi et Kalehe, bien que cela fasse l'objet d'un débat aujourd'hui. Si des entités plus petites ont effectivement payé un tribut et ont été gouvernées par des mandataires et délégués rwandais, la cour rwandaise n'a pas réussi à établir un contrôle

[3] Les décrets coloniaux de 1885 et 1890 visaient à placer les entités coutumières sous l'administration coloniale et à instaurer des pratiques fiscales extra-coutumières, même si aucun Européen n'était encore arrivé dans la région.

territorial durable dans ce qui est aujourd'hui le Nord et le Sud-Kivu et a également dû faire face à des contre-incursions (Des Forges 2011, Nzabandora 2003). Les royaumes précoloniaux basés dans cette région ont résisté et ont également monté des projets expansionnistes, et au fil du temps, différents territoires ont été contrôlés par différents souverains. Une grande partie de cette histoire résonne aujourd'hui, alors que les politiciens et leaders d'opinion s'interrogent sur la portée précoloniale de « leurs » entités respectives et y revendiquent des discours de légitimité.

2.2 Pillage et manipulation sociale dans la colonie (1908-1960)

Le fait que les frontières coloniales aient été fixées a mis fin aux luttes plus organiques du pouvoir et du contrôle, en délimitant la colonie allemande du Ruanda-Urundi de l'État indépendant du Congo (plus tard, le Congo Belge).[4] Dans les années 1910, un décret colonial a « créé » des chefferies et sous-chefferies indigènes, cédant ainsi le pouvoir aux autorités coutumières sur papier, mais non sans s'immiscer dans les nominations et les lignées héréditaires, et obliger les chefs à s'engager dans des systèmes de taxation hybride (s'ils avaient la prérogative de taxer la population, cela s'accompagnait de l'obligation de percevoir des taxes pour le pouvoir colonial). Le Ruanda-Urundi est devenu protectorat belge en 1922, après avoir été occupé par les Belges depuis 1916. Cela a ouvert la voie à un régime colonial plus coordonné, mais aussi plus exploiteur et raciste, dans la région.

Les décrets coloniaux du 17 juillet 1914 (imposant l'usage de la force pour l'acquisition de terres) et du 30 mai 1922 (monétisant le marché foncier) ont influencé la sphère du pouvoir coutumier en matière de vente et d'acquisition de terres.[5] Le 6 juin 1919, un rapport administratif colonial du territoire de Rutshuru à l'époque fait état de différentes dynasties coutumières dans ce qui constitue désormais le Bwito.[6] Cependant, tout en reconnaissant Bwito comme une entité, le rapport fournit les bases de l'annexion de Bwito à la dynastie Ndeze de Bwisha par un décret de 1929 (révoqué seulement en

[4] Toutefois, ces frontières n'ont été fixées qu'en 1910-2011 (Mathys 2014).
[5] Entretien avec un chef coutumier de Masisi, juin 2020.
[6] À savoir celles de Bwito, Murara et Tongo, ainsi que celle de Mukule Mwinda à Bashali, avec les clans Baalihya, Bachiiri et Baerwa.

1970-71 après une décennie de va-et-vient) plaçant de facto les autres chefs sous l'autorité de Ndeze pendant une période de 40 ans.[7]

La gestion migratoire belge des années 1920 et 1930, coïncidant avec une famine au Rwanda, a ensuite modifié les modèles flexibles de migration et de conquête. Si le tracé des frontières coloniales était arbitraire par défaut, la fixation des frontières et des identités, ainsi qu'une politique de diviser pour régner qui favorisait certains chefs tout en en affaiblissant d'autres, et qui élevait de nouveaux chefs tout en écartant les anciens, ont modifié le paysage coutumier et politique (Mathys 2014).[8] Un décret colonial a proclamé, le 31 mai 1934, que les terres appartenaient à l'État colonial et que les chefs coutumiers devaient être indemnisés pour celles-ci, ce qui a conduit à la création de ce que l'on appelle les cités indigènes et les centres extra-coutumiers.[9]

En 1935, date de création du territoire de Masisi, les autorités coloniales avaient besoin de main-d'œuvre, principalement pour faire fonctionner la grande économie des plantations coloniales. Elles ont fait venir de la main-d'œuvre issue de la région rwandaise faisant partie de leur empire colonial. Sur la base de l'établissement d'une commission coloniale nommée N°128/T.F.R.1 du 2 novembre 1938, l'administration coloniale a poussé le Mwami Kalinda à vendre environ 349 km^2 pour 35 000 francs (soit 1 dollar par 40 hectares de terre, comme indiqué dans l'acte de cessation de 1939).[10]

---

[7] Voir le décret colonial N° 26 du 11 décembre 1929.

[8] Les autorités coloniales ont également souvent placé des fils de chefs aux postes de direction, contournant ainsi la pratique de la nomination parmi les pairs.

[9] Cette démarche s'inscrit dans l'esprit de l'arrêté du 20 juillet 1925. Les décrets royaux du 21 avril 1925, du 28 juillet 1936 et du 5 février 1932 concernaient le parc national Albert. Le décret du 28 octobre 1942 illustre les tentatives coloniales de simplifier le rôle des chefs de communautés en matière de droits de propriété individuelle. Les décrets du 10 et 23 février 1953 stipulent que l'immatriculation des terres occupées confère des droits de propriété qui ne peuvent être retirés que pour des raisons d'utilité publique ou de non-respect d'une clause de résiliation incluse dans le contrat. Le décret du 13 octobre 1959 a justifié que les terrains situés en dehors du domaine privé appartiennent aux municipalités.

[10] Selon certains interlocuteurs hunde, les administrateurs coloniaux ont profité de l'absence du Mwami Kalinda (qui purgeait sa peine dans une prison à Bukavu) pour usurper des terres coutumières, et l'ont ensuite dédommagé de la somme mentionnée pour apaiser les tensions. Pourtant, l'historienne Gillian Mathys a découvert que Kalinda lui-même a à peine profité de ce paiement, car il a investi la majeure partie de l'argent dans les efforts de guerre des Bahunde.

Une grande partie des travailleurs rwandais de l'époque ont été amenés sous l'égide du Comité national du Kivu (CNKi), qui englobait plusieurs entreprises coloniales. Ensuite, l'administration coloniale a contribué à l'établissement de la chefferie éphémère de Gishari, qui est aujourd'hui l'exemple même d'une querelle ethno-territoriale persistante autour du pouvoir colonial. La chefferie de Gishari (une variation phonétique de Bashali/Kishali) a été créée autour de la localité de Nyamitaba sous la direction du chef Bideri, qui dépendait du roi rwandais de l'époque, Mutara III Rudahigwa, puis de Kigeri V. La chefferie comprenait l'actuel Bashali-Kaembe et des parties de Bashali-Mokoto ainsi que le groupement Biiri, aujourd'hui disparu. Bashali avait été reconnue comme une chefferie dans la documentation coloniale en 1919 et comme une sous-chefferie des Bahunde en 1930.

Gishari, situé entre Kilolirwe et Kitchanga, est devenu principalement habité par des Banyarwanda,[11] les Bahunde s'étant déplacés vers les régions environnantes. En 1942, Wilfrid Bucyanayandi a remplacé Bideri et entretenu des relations plus distantes avec la cour rwandaise, ce qui a entraîné une forte augmentation de la migration Hutu vers Gishari. Cette tendance a été inversée à partir de 1959 par des pogroms anti-Tutsi au Rwanda, et ce pendant toute la période de l'indépendance. Bucyanayandi,[12] tristement célèbre pour son régime autoritaire et son recours à la torture, s'est ensuite brouillé avec l'administration coloniale et son éphémère chefferie a été démantelée en 1957, les droits fonciers des Banyarwanda étant relégués. Par la suite, le Mwami André Kalinda a réaffirmé son pouvoir dans les limites de la chefferie Bahunde rétablie en 1933.

Cette contestation foncière a également été vécue dans la chefferie de Bwito. Après que Bwito ait été annexé en 1929 à la chefferie Bwisha sous la dynastie Ndeze nouvellement installée et que le parc national des Virunga

[11] Ce rapport utilise des termes différents pour les locuteurs du Kinyarwanda. En effet, la notion de rwandophones est couramment utilisée à l'Est de la RDC pour désigner les congolais parlant le kinyarwanda. Au Nord-Kivu, le mot Banyarwanda est également utilisé, bien que les citoyens rwandais soient également appelés Banyarwanda. Des identités toponymiques existent également, par exemple les Banyabwisha dans le Rutshuru ou les Banyamulenge dans le Sud-Kivu.

[12] C'est après sa mort que les Belges ont supprimé cette chefferie et que la reine Namulisi a repris l'ensemble de l'entité.

(anciennement parc national Albert) ait été créé en 1925, les déplacements forcés ont poussé de nombreuses familles à s'installer au Bwito. Les administrateurs belges ont contraint le mwami de l'époque à partir pour Bukavu (Costermansville), et d'autres chefs ont été chassés ou emprisonnés.

C'est en 1948 qu'un programme plus officiel de migration forcée, connu sous le nom de Mission d'immigration des Banyarwanda (MIB), a été lancé. Les nouveaux migrants étaient répartis sur les collines sous la supervision d'administrateurs et d'agronomes coloniaux assistés de contrôleurs agricoles locaux. Sur chaque colline, un notable était nommé par les responsables de la MIB.[13] Après la séparation des territoires de Masisi et de Walikale en 1954, Masisi n'était composé pendant un temps que d'une seule chefferie, conformément à un décret colonial général du 2 mai 1910. Au niveau du district du Nord-Kivu, le commissaire de district était assisté d'un assistant chargé de la MIB. Le Mwami Kalinda (et plus tard son fils Albert Shelukoo) dirigeait la chefferie de Bahunde. Le Mwami Bashali Nyanguba était le sous-chef à Bashali et Wilfrid Bucyanayandi le sous-chef à Gishari, entité reconvertie plus tard en groupement Bashali-Kaembe sous Kalinda Miteetso Shaberondo.[14]

En 1958, un appel a été lancé par les chefs hunde pour refuser la nationalité aux rwandophones et déporter 50% de ces derniers au Rwanda. Lors des premières élections de 1959 (qui ont été entachées de complications à Masisi), les rwandophones se sont vus largement refuser l'accès au scrutin. Néanmoins, certains leaders comme Habarugira, Rwakabuba et Rwiyereka ont obtenu des postes de ministres provinciaux dans les institutions de transition, tandis que des politiciens Nande et Hunde comme Denis Paluku et Benezeth Muleyi ont dirigé l'administration provinciale. Lors des pourparlers d'indépendance, le politicien Hutu Théodomi Nzamukureka représentait Bashali-Mokoto et a négocié la nationalité pour tous les rwandophones qui se sont installés sur le sol congolais avant 1950.

---

[13] Chaque famille avait droit à un « kit d'installation » composé d'une houe, d'une machette et de rations hebdomadaires de haricots et de manioc.

[14] Au moment où la MIB se terminait, une nouvelle vague de migration a eu lieu entre 1954 et 1959. Les Banyarwanda nouvellement arrivés négociaient l'accès à la terre avec les autorités coutumières en payant un *mikoro* ou rejoignaient une plantation coloniale en tant que main-d'œuvre (Mathys 2014). Des conflits ont surgi au sujet du tribut, les Banyarwanda ayant créé leurs propres mécanismes de taxation tels que *ubuletwa, ubuhake ubugabire, kalinzi*, etc.

2.3 L'indépendance et la guerre Kanyarwanda (1960-1966)

Les tensions se sont accrues au début des années 1960 entre les Hunde, les Nyanga et les Nande (qui se considéraient comme autochtones) et les Banyarwanda, ce qui a conduit à la guerre dite « Kanyarwanda ». En raison de la migration de 1959, le statut contesté des Banyarwanda (plus particulièrement des Tutsi) allait devenir de plus en plus un sujet de suspicion parmi les populations non rwandophones des Kivu. [15]

Lors des élections de 1960, plusieurs dirigeants Banyarwanda Hutu et Tutsi ont été élus : Marcel Bisukiro est devenu sénateur et Joseph Midiburo député national. Cyprien Rwakabuba et Jean Ruyereka sont devenus députés provinciaux. Plus tard, Bisukiro a été ministre dans le gouvernement Lumumba et Midiburo a été brièvement président de l'Assemblée nationale. Rwakabuba et Ruyereka sont devenus ministres provinciaux. En 1961, l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu a reconnu la chefferie des Bashali comme comprenant quatre groupements (Mokoto, Kaembe, Bapfuna, Kamuronza). Les chefs étaient assistés par des notables Hunde, Hutu et Tutsi. A la fin de chaque année, les notables Banyarwanda rendaient hommage aux chefs, avec l'aide d'un *muthambo* (représentant du mwami dans les collines). Ils offraient notamment des bêtes, telles que des vaches, et de l'alcool, comme le *Kasiksi* ou le *Musururu*. En 1962, le groupement Bashali-Mokoto a été officiellement créé et Kiusha a été choisi comme siège. La gouvernance était partagée et chacun avait un droit de vote actif/passif jusqu'en 1963. Le premier document souverain définissant la nationalité congolaise, la Constitution de Luluabourg de 1964, stipulait que tout individu ayant des ancêtres parmi les communautés

[15] Déjà avant l'indépendance, de nombreux Banyarwanda (Hutu et Tutsi) vivaient à travers le Rutshuru et Masisi (Hutu à Kamuronza, Tutsi autour de Kitchanga) depuis l'époque précoloniale. De nombreux Hutu, qui ne sont ni réfugiés ni transplantés, connaissent les coutumes et la langue Hunde. Un deuxième groupe est constitué par les transplantés. Un troisième groupe de réfugiés, principalement Tutsi, a fui les pogroms au Rwanda en 1959, la plupart s'installant dans l'ancienne chefferie de Gishari où ils ont rejoint les transplantés et les Tutsi autochtones. Des migrations internes entre les chefferies se sont également opérées lorsque les populations se sont déplacées à la recherche de terres ou à cause de conflits coutumiers, ou encore pour des raisons de rotation du personnel dans le cas des employés de bureau et des infirmières. Nombreux sont ceux qui se sont depuis mariés entre eux, mais ils font souvent l'objet d'une stigmatisation avec peu de fondement analytique.

reconnues sur le territoire congolais avant 1908 (fin de l'État indépendant du Congo) jouissait de la nationalité congolaise.

La langue des rwandophones résidents précoloniaux, transplantés et réfugiés était globalement la même. Dans certaines régions, la participation des Tutsi à la guerre des Mulelistes (une rébellion plus large précédant la guerre Kanyarwanda) a contribué à la tension et leur a permis de recevoir une formation militaire, comme en témoignent les cas des commandants Mudandi et Ngurumbe ainsi que les mobilisations *Abagirye* et *Inyenzi* (terme qui sera réapproprié plus tard par les génocidaires rwandais). De nombreux Mulelistes Tutsi faisaient cependant l'objet de discrimination et certains ont fini par se mobiliser dans la guerre Kanyarwanda. La gouvernance provinciale était fermement entre les mains des politiciens Nande et Hunde, ce qui a déclenché des griefs au sein de la communauté Banyarwanda au Nord-Kivu, où la guerre Kanyarwanda de 1964-1966 a été précédée par la révolte de Karuba des chefs Banyarwanda Bitegetsimana, Mvuyekure et Ndiburo, qui ont désobéi aux chefs Hunde vers la fin de 1962. Cela a entraîné une mobilisation des deux côtés. Si les Hunde se sont mobilisés autour d'un chef de la famille Buunda et ont opéré depuis l'actuel Est de Walikale, les Banyarwanda ont mis en place une coalition de descendants de la MIB et de réfugiés de 1959 et ont établi leur fief à Mahanga.

Bien que l'armée congolaise nouvellement établie ait pu contrôler l'escalade, les tensions se sont accrues et ont conduit à la guerre Kanyarwanda. Si la stigmatisation des rwandophones a stimulé leur mobilisation, les Hunde ont soupçonné les Banyarwanda d'agir dans l'intérêt du roi rwandais Kigeri V en exil (il vivait en Ouganda à l'époque) et de vouloir créer leurs propres entités Hutu. Au sein du groupement de Bashali-Kaembe, les Banyarwanda et les Hunde se sont attaqués mutuellement, et ces derniers ont pillé les archives locales dans le but de détruire les preuves écrites de la présence des Banyarwanda avant 1960.[16]

[16] Les chefs hunde ont également mis en place un mécanisme pour reprendre les terres louées aux Banyarwanda, en invoquant l'argument selon lequel les terres non utilisées pendant un mois reviendraient au chef. Cette manœuvre s'est accompagnée de la nomination massive des Hunde dans l'administration locale.

Ce n'est qu'au début de la guerre Kanyarwanda que les Hutu de Masisi et de Rutshuru (dont les dates d'arrivée et le statut de citoyenneté varient) ont formé une alliance. Des lectures juridiques et historiques différentes se sont confrontées pendant la guerre : du côté de la population Hutu, l'indépendance était considérée comme le point de départ auquel tous les résidents du territoire nouvellement indépendant, y compris les Hutu, obtenaient la nationalité. De nombreux Hutu craignaient que la propagande Hunde ne conduise à leur expulsion malgré, ou à cause, de leur poids démographique considérable. De leur côté, les Hunde soupçonnaient à la fois une occupation Hutu et une extension de fait du royaume rwandais par la présence massive de Banyarwanda. Enfin, les Tutsi étaient divisés entre ceux qui avaient des opinions radicales (inspirant la milice *burubeni* dans le Masisi à cibler les Hutu, ce qui a conduit à des conspirations de « cinquième colonne ») et ceux aux approches dites modérées.

2.4 L'essor et le déclin du Zaïre (1966-1990)

Si le pays a connu un développement économique sans précédent entre 1965 et 1973, Masisi a connu une ère largement pacifique. Cependant, tout au long des années 1970 et au début des années 1980, de multiples lois ont « allumé et éteint » (Jackson 2007) la nationalité aux rwandophones, le plus souvent sans dissocier les groupes (les Banyamulenge au Sud-Kivu, les Banyarwanda Hutu et Tutsi au Nord-Kivu et à Kalehe) ou les temporalités spécifiques (les résidents précoloniaux, les descendants de la MIB, les réfugiés, etc.). Cette section présentera comment le foncier et la terre ont été « ethnicisés » de deux manières parallèles au cours de l'ère zaïroise, à la fois en termes de propriété (légale) et en tant que cadre d'appartenance (politique).

Si Mobutu a essayé d'apaiser les tensions, il a instrumentalisé les divisions en favorisant les Banyarwanda en échange de leur loyauté politique, et en redistribuant les plantations pendant la zaïrianisation (Callaghy 1984). Mobutu a également cédé aux demandes des communautés « autochtones » de révoquer les droits de nationalité accordés antérieurement aux Banyarwanda. Si la loi Bakajika de 1966 décrétait que toutes les terres appartenaient à l'État, expropriant ainsi toute propriété coloniale ou coutumière antérieure, la loi relative à la nationalité de 1972 accordait aux Banyarwanda tous les droits,

revigorant la Constitution de Luluabourg de 1964. Elle spécifiait que les personnes originaires du Ruanda-Urundi avant le 1er janvier 1950 et restées depuis jouissaient de la nationalité zaïroise à compter du 30 juin 1960, faisant ainsi des membres de la MIB et de leurs descendants des citoyens. Le chef d'état-major de Mobutu, Bisengimana, a évincé en 1968 la direction coutumière de Bashali au profit de Mwami Kalinda (qui a aidé Bisengimana à acheter la plantation Osso). C'est à ce moment-là que Banyungu a fait partie de Bahunde. Bapfuna et Kamuronza ont également fait partie de la chefferie Bahunde. Une modification de la Constitution en 1971 a reconfirmé l'esprit de la loi Bakajika de 1966 en précisant que toutes les terres appartenaient à l'État. La loi foncière de 1973 a encore réduit les prérogatives coutumières relatives au foncier.[17] En 1977, un décret de Mobutu prévoyait que les Banyarwanda allaient à nouveau bénéficier de la nationalité zaïroise, ce qui a suscité des protestations à l'Assemblée nationale, qui a interprété la Constitution comme conférant la citoyenneté à titre individuel.

Parallèlement, dans le Masisi, les dirigeants hunde ont vendu des terres aux Banyarwanda dans les années 1970 en raison de la pauvreté. Dans de nombreux cas, les acheteurs Banyarwanda ont acquis (légalement et illégalement) des titres de propriété. De nombreux habitants des zones rurales n'étaient pas alphabétisés et leur expulsion sur la base de documents écrits a déclenché un ressentiment qui a conduit à la violence et au déplacement. La mise en place et l'enracinement des mutualités ethniques ont été en partie une réaction à cette dynamique : en 1980, les dirigeants Banyarwanda ont créé la Mutuelle des agriculteurs de Virunga (MAGRIVI), un mélange de groupe d'entraide socio-politique et de coopérative agricole, afin de fédérer la population Hutu du Nord-Kivu et de former ainsi un groupe important. Les Hunde se sont organisés dans le *Bushenge Hunde* (Bushenge signifie « indépendance » en Kihunde), une mutualité Hunde de longue date, les Nyanga dans le *Bunakima*, les Tembo dans le *Buuma*, et les Nande dans le

[17] Loi 73-021 du 20 juillet 1973, complétée ultérieurement par la loi 80-008 du 18 juillet 1980. Cela a alimenté la colère, car les Banyarwanda pouvaient facilement acheter des terres et ont cessé de payer les taxes coutumières. Les chefs ont commencé à mobiliser les jeunes Hunde pour leurs brigades de perception des taxes, en utilisant le slogan *masomo siyo nyama* (« l'école n'est pas de la viande »), ce qui a entraîné des abandons scolaires qui ont fait baisser le niveau d'éducation des Hunde.

Kyaghanda Yira, tandis que les principales mutualités Tutsi étaient *Ubumwe*, ACOGENOKI et UNAR. Il existe de nombreuses mutualités à travers le Congo et certaines ont des racines dans les luttes pour l'indépendance des années 1940 et 1950 (Gobbers 2016).

La loi révisée de 1981 relative à la nationalité a redressé les prérogatives d'environ 1,5 million de rwandophones vivant au Zaïre, illustrant la politique de diviser pour mieux régner de Mobutu. Dans son quatrième article, la loi stipule que la nationalité dépend désormais de l'appartenance à une communauté établie sur le sol congolais au moment de la colonisation, à savoir le 1er août 1885. Par la suite, Mobutu a privé les Banyarwanda de la nationalité en organisant un recensement auquel les Hutu et Tutsi n'étaient pas autorisés à participer, annulant ainsi les décrets et édits précédents.[18] Cette série de lois est en contradiction avec la politique « autochtone » qui invoque le caractère indissociable des vivants et des ancêtres comme condition sine qua non de la gouvernance coutumière et foncière. La loi de 1981 et le recensement ont déclenché la résistance de la MAGRIVI et *d'Ubumwe*, qui ont rejeté la possibilité de faire une demande de nationalité, ils ont encouragé le non-paiement des tributs et ont fait valoir que la majorité des Banyarwanda vivaient sur le sol zaïrois/congolais bien avant l'indépendance.[19] Ainsi, la terre et le sol ont pris un caractère « ethnique » de deux manières parallèles, en devenant un enjeu de compétition pour la propriété (légale) et le sens de l'appartenance (politique).[20] C'est ainsi qu'en février 1982, les *Bushenge-Hunde* ont décidé d'annuler tous les mariages entre Hunde et Banyarwanda.

Lors des élections locales de 1987, les chefs coutumiers non-Banyarwanda ont cherché à rallier les votes des Banyarwanda tout en essayant d'entraver les candidatures Hutu et Tutsi par crainte de perdre dans une situation

---

[18] Ordonnance 25/552 du 6 novembre 1959, l'Ordonnance-loi 71-020 du 26 mars 1971, et la Loi 72-002 du 5 janvier 1972.

[19] Cette situation ne pourrait être inversée que par la Constitution de 2006, qui rétablit les droits de nationalité de toute personne vivant sur le sol congolais depuis 1960.

[20] Plus tard, dans d'autres régions du Zaïre, les rwandophones et les autres populations de l'Est ont été amalgamés à travers des slogans tels que l'opération *botika mboka* (« retour au pays »). Les communautés non rwandophones de l'Est ont exprimé leur ressentiment par des campagnes appelées *bulongo ya baba* (« terre des ancêtres ») et d'autres concepts similaires visant à affirmer le contrôle total de la terre et de la politique.

démographique entre-temps inversée. Certains dirigeants Nyanga, Tembo et Hunde ont provoqué des troubles pendant les élections, ce qui a entraîné l'annulation du vote. Ces évolutions ont renforcé la méfiance et conduit à un ressentiment croissant de toutes parts qui, en quelques années, a débouché sur une mobilisation conséquente. Le conflit foncier s'est encore amplifié à la fin des années 1980 en raison de la pression démographique croissante, de la croissance de l'économie du bétail et de l'effondrement économique national. Les populations les plus riches de Masisi ont commencé à migrer vers Goma, tandis que d'autres ont tenté leur chance dans le secteur minier artisanal, né de l'effondrement des grandes concessions de l'Est de la RDC. L'insécurité alimentaire s'est accrue, mais aussi la marginalisation des agricultrices (la culture de la banane étant souvent un domaine réservé aux hommes), en raison de cette dynamique et de l'importance accordée par les agriculteurs aux cultures de rente à fort revenu comme la banane.

2.5 La guerre de Masisi et l'arrivée des Interahamwe (1990-1996)

Si tout le Zaïre a connu l'aube tumultueuse du régime à parti unique de Mobutu au début des années 1990 (avec des pillages à Kinshasa, une inflation massive et la Conférence nationale souveraine, CNS), les tensions politiques se sont aussi accrues dans le Masisi où la pression démographique, l'accès à la terre et le statut de Banyarwanda avaient miné la légitimité de l'État et les relations entre les communautés. Les chefs hunde ont fait pression pour exclure les Banyarwanda de la CNS, dans l'espoir de monopoliser la parole au nom du Masisi au niveau national, ce qui fait que seuls quatre Hutu y ont participé. Cela a coïncidé avec une vague de nominations de non-Banyarwanda à des postes clés au Nord-Kivu. Entre-temps, les tensions ethno-politiques se sont progressivement transformées en guerre civile au Rwanda voisin, où le Front patriotique rwandais (FPR), basé en Ouganda, a commencé à lancer des attaques au Rwanda. De nombreux jeunes Tutsi de Masisi et de Rutshuru ont alors rejoint le FPR. En février 1992, le *Bushenge-Hunde* a lancé un autre appel contre les Banyarwanda.

L'évolution de la situation régionale a également accentué les dissensions entre Hutu et Tutsi vivant au Zaïre. La MAGRIVI et la mutualité UNAR dirigée par des Tutsis (dont le nom semble inspiré d'un ancien parti politique

monarchiste du Rwanda) se sont engagées dans un affrontement rhétorique agressif. De plus en plus, les Banyarwanda ont été pris pour cible aux postes de contrôle au cours de cette période, et leurs pièces d'identité ont été confisquées par les Hunde qui voulaient appliquer leur interprétation de la loi relative à la nationalité de 1981. Lors de la CNS au début des années 1993, les délégués Hunde, Tembo et Nyanga (notamment Shomwa Mongera, Biritsene, Kalinda et Tumbula) ont déclaré que les Tutsi qui avaient rejoint le FPR étaient des Rwandais. Les dirigeants Hutu et Tutsi ont également envoyé des lettres de vive protestation à Kinshasa (comme en témoignent les archives du Monastère de Notre Dame de Mokoto).

La guerre a été déclenchée en mars 1993 par une série d'attaques et de massacres de Banyarwanda dans les villages d'Uroba et de Langira près de Ntoto et s'est rapidement étendue dans le Masisi et le Walikale. Connue sous le nom « guerre de Ntoto », des affrontements violents ont opposé des milices « ethniques » (Bucyalimwe 1997). Sous le commandement de Mayanga wa Gishuba et de David Rugayi (aujourd'hui des généraux dans l'armée), les Hutu et Tutsi de MAGRIVI ont créé des patrouilles connues sous le nom d'Irondo et ont été confrontés à des groupes Hunde, Tembo, Kano et Nande se mobilisant sous les noms de *Katuko* et *Batiri*.[21] Dirigés par Akilimali et Kaganga, ils se sont affrontés aux unités de Mayanga et Rugayi et aux Combattants Gardes Civiles (GACI) qui se sont mobilisés autour des dirigeants Hutu de Kibabi, Katoyi et Lushebere (dont Emmanuel Munyamariba, Zabuloni Munyantware, Robert Seninga et Bigembe Turinkinko).[22] Beaucoup de Hunde se sont enfuis de leurs terres pour rejoindre les centres urbains.

Au cours de cette période, les Banyarwanda ont également établi leur propre administration locale, tandis que le pillage du bétail et des champs est devenu monnaie courante parmi les forces belligérantes.[23] Au bout de

---

[21] Inspirés et formés par les Mai-Mai Bangilima, une formation hétéroclite de la milice Nande, ces groupes ont fait leur apparition dans les groupements Walowa Loanda et Walowa Uroba dans le Sud-Est de Walikale.

[22] Si ces milices étaient appelées MAGRIVI et étaient souvent assimilées à la mutualité, il n'existait aucun lien formel.

[23] Des milliers de bovins ont été tués, volés ou pillés par les Hutu et les milices dites autochtones tout au long de l'année 1993. Si ces raids ont visé quelques grands propriétaires de bétail Tutsi, les membres de toutes les communautés ont été pris pour cible, et leurs vaches ont également été tuées et pillées.

quelques mois marqués par une violence réciproque, Mobutu a déployé 500 forces spéciales des FAZ au Masisi, forçant un cessez-le-feu de courte durée. Des dialogues intercommunautaires ont été organisés à travers le *baraza la wazee* (« conseil des sages »), comme à Mweso et Masisi centre en février 1994, mais ces efforts se sont vite avérés inutiles, car la politique provinciale a compliqué les conflits locaux et une crise régionale imminente a détourné l'attention du Masisi vers Goma. Le gouvernement provincial a décidé, en mars 1994, de reconfirmer certains chefs et élites qui avaient été à l'avant-garde de la mobilisation, ce qui a entraîné de nouvelles tensions.

L'arrivée de réfugiés, des *Interahamwe* et de ce qui restait des Forces armées rwandaises (FAR) en juillet 1994 a annoncé un nouveau changement. Si les ex-FAR qui arrivaient ont largement maintenu la structure organisationnelle et l'armement dans les camps de réfugiés, de nombreuses armes ont également été vendues à bas prix et de préférence à des éléments Hutu congolais, considérés comme des alliés naturels. Les combats ont éclaté à Sake le 7 septembre 1994, lorsque Léonidas Murengezi a été abattu. Murengezi était alors chef intérimaire de Nyamitaba, et sa mort a donné lieu à des règlements de compte intra-Banyarwanda. Pendant ce temps, les dirigeants Hunde distribuaient des tracts appelant à l'expulsion des Tutsi et demandant que le conflit entre Hutu et Tutsi soit réglé au Rwanda. Parallèlement, des hommes d'affaires Hutu ont loué des bus à des Tutsi en fuite, dans le cadre de ce que l'on appelait *opération café*. De nombreux Tutsi ont abandonné leurs terres et leur bétail, les vendant ou les cédant à leurs employés. Cette période a également marqué une première fin à la coopération rwandophone, car les clivages rwandais sont réapparus dans le conflit de Masisi. Vers la fin de l'année 1994, les Hunde et les Hutu se sont disputés le bétail et les champs appartenant auparavant aux Tutsi, le conflit prenant alors une tournure de type « tous contre tous ».[24]

Au départ, les réfugiés et les forces génocidaires en fuite étaient confinés autour de Goma et de Bukavu, mais ils ont commencé à se déplacer vers

[24] A partir de janvier 1995, les milices Hunde ont bénéficié du soutien des Mai-Mai Kasindien, recrutant principalement parmi les Nande, qui avaient établi leur fief autour de Kirotshe. Les milices Hutu ont réagi en faisant appel aux ex-FAR dans les camps de Mugunga, et Mobutu a dépêché le 312ème bataillon des FAZ qui a acquis une notoriété douteuse pour avoir participé aux pillages et vendu des armes aux milices.

l'arrière-pays lorsque les troupes du FPR ont pénétré l'Est du Zaïre en 1995 en réaction aux incursions occasionnelles des ex-FAR sur le territoire rwandais (souvent facilitées par les troupes des FAZ), et de manière plus décisive, en 1996. Les Hutu zaïrois et rwandais ont conclu des alliances occasionnelles, en invoquant le principe *kila mutu na wake* (« chacun avec les siens »), notamment pour combattre les groupes Hunde à Masisi et Bwito. Une réunion a été organisée par le général Eluki des FAZ à Masisi le 13 novembre 1995, au cours de laquelle il a soutenu les revendications des Hunde, Nyanga et Tembo exigeant le départ des Banyarwanda. Si cela a déclenché des déportations et des meurtres, cela a également suscité une implication plus forte des ex-FAR aux côtés des milices locales Hutu. Le résultat est que de nombreux Tutsi (à la fois des réfugiés de 1959 et d'autres qui avaient été à Masisi et Rutshuru bien avant) se sont exilés, principalement au Rwanda, tandis que les Hunde se sont installés dans les zones urbaines telles que Kitchanga, Masisi et Bweremana, laissant une grande partie des zones rurales de Bashali et Bwito aux Hutu congolais et rwandais qui ont consolidé leur autorité. De nombreux chefs Hunde ont également fui les cours royales et se sont réfugiés dans les zones urbaines, et peu d'entre eux sont revenus depuis.

2.6 Les deux guerres du Congo et leurs conséquences (1996-2009)

Un autre élément de confrontation s'est ajouté à une situation déjà tendue à Masisi et Rutshuru avec l'arrivée en 1996 de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). Les Tutsi de l'AFDL et leurs alliés du FPR ont démantelé brutalement les camps rwandais à Goma, Bukavu et ailleurs, repoussant les forces génocidaires ainsi que les réfugiés dans le Zaïre profond. Si l'AFDL et ses alliés ont nettoyé les camps, les groupes Mai-Mai (dont certains avaient participé à la guerre de 1993) se sont dirigés vers Goma pour rejoindre la lutte de l'AFDL contre les Hutu congolais et rwandais, ainsi que les troupes des FAZ.[25] Les règlements de compte et pillages violents ont fait des centaines de morts, tous les belligérants se disputant

[25] Si cette alliance a suscité l'apparition de nouveaux groupes Hutu et le recrutement dans le Masisi, l'AFDL et ses alliés ont rapidement gagné du terrain, progressant vers Kisangani et conquérant le Zaïre petit à petit. Les Hutu étant pris pour cible par l'AFDL, le FPR et leurs alliés, une coalition naissante d'ex-FAR et d'Interahamwe avec des Combattants et des GACI, appelée entre-temps les *Mongols*, a pris pour cible les Hunde, les Tutsi et autres.

les nombreux troupeaux de bétail répartis dans le Masisi. En février 1997, les combats se sont concentrés autour de Kitchanga, où l'armée rwandaise s'est affrontée à Mayanga et Rugayi. A leur tour, l'AFDL et le FPR se sont servis des renseignements locaux pour arrêter les personnes soupçonnées de mobilisation. En l'espace d'un an, l'AFDL a pris Kinshasa sans jamais avoir établi un contrôle total sur le Masisi, tandis que les forces du FPR se sont concentrées sur la traque des ex-FAR et des forces génocidaires (commettant des massacres à certains endroits). Vers la mi-1997, une grande partie du territoire de Masisi était sous le contrôle des forces ex-FAR (rebaptisées depuis Armée de Libération du Rwanda, ALiR) et de groupes Hutu congolais, tandis que l'emprise de Kigali se concentrait sur Goma, où Léonard Kanyamuhanga avait été installé comme gouverneur. En août 1998, une rupture entre le nouveau président congolais Laurent-Désiré Kabila et ses parrains rwandais a conduit à la création du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Le 2 août 1998, le général Sylvain Buki a officiellement annoncé que le RCD était une faction dissidente de l'AFDL. Si le RCD a joué un rôle majeur dans la deuxième guerre du Congo, il a également contrôlé de grandes parties du Masisi et du Rutshuru, chassant l'ALiR et son groupe successeur, les FDLR, jusque dans le Walikale, Lubero et Shabunda.[26] De son côté, Kabila a utilisé l'ALiR, les milices congolaises Hutu ainsi que les groupes Mai-Mai pour affaiblir l'emprise du RCD sur les deux provinces du Kivu.

---

[26] Contrairement aux rébellions précédentes, le RCD a cherché non seulement à gagner des batailles et à étendre son territoire, mais aussi à gouverner en reproduisant l'administration de l'État avec ses propres institutions. Les chefs de poste d'encadrement administratif (CPEA), une fonction et un titre d'État, sont entrés dans cette catégorie, suscitant la colère des autorités coutumières. Il n'a été remplacé par les fonctionnaires délégués intérimaires qu'en 2016. Cela illustre l'impact durable de l'administration rebelle du RCD sur la gouvernance foncière, en particulier à Masisi, Rutshuru et Kalehe, où les communautés Hunde et autres ont continué à vendre des terres aux rwandophones (souvent des élites proches du RCD), grâce à la persuasion ou aux pressions exercées par les dirigeants du RCD, notamment Serufuli. Le RCD s'est activement impliqué dans les conflits fonciers : après avoir identifié les concessions louées par l'Etat dont les contrats avaient expiré ou dont les occupants étaient incapables de régler leurs dettes, il se les appropriait et les vendait aux élites solvables du RCD. De nombreux anciens ouvriers ont été déplacés autour de Kitchanga et sont devenus des déplacés internes. Avec l'aide d'élites locales comme Erasto Ntibaturana, le RCD a nommé des administrateurs coutumiers, comme Muhima Kapenda (un neveu d'Erasto), en 2000 pour les Bashali, en violation de la coutume selon laquelle les Bakungu décident des nominations. Kapenda a également été nommé CPEA et a saisi les biens de la famille Bashali. En 2006, sous l'ère du CNDP, Kapenda a été tué.

Dans le cadre d'un mouvement plus large en faveur de la « rwandophonie », ralliant à la fois les Hutu et Tutsi dans des réseaux associés à l'administration du RCD basée à Goma, de jeunes leaders ont créé en 1998 l'Association des jeunes pour la paix au Nord-Kivu (AJPNK), dont certaines parties allaient se transformer en Tous pour la paix et le développement (TPD) à partir de 1999. L'AJPNK et le TPD ont mené des activités de consolidation de la paix au niveau local, de rapatriement, de mobilisation politique et de recrutement. Sous le contrôle du RCD et de leaders comme Eugène Serufuli (un Hutu de la région de Nyanzale qui a cofondé le TPD et le RCD), Dunia Bakarani et Léonard Kanyamuhanga, Felix Musanganya, Celestin Vunabandi, Alexis Makabuza et Celestin Senkoko, le Petit Nord de la province du Nord-Kivu a été le principal champ d'action du TPD.[27]

Dans un effort de réconciliation avec les Banyarwanda, des notables Hutu ont été libérés des prisons du RCD, dont Robert Seninga, chef des *Mongols* à l'époque. Le recrutement des Hutu par le TPD a également permis à des commandants mongols tels que Rugayi, Mayanga et d'autres de rejoindre le RCD. Au cours de la même période, certains dirigeants des ex-FAR et de l'ALiR ont été rapatriés au Rwanda, comme Paul Rwarakabije. Après le décès de Kanyamuhanga en 2000, Serufuli est devenu gouverneur et a commencé à faciliter le retour des Hutus rwandais au Rwanda et, à partir d'août 2002, il a contribué dans l'organisation du rapatriement des Tutsis congolais. À cette époque, le TPD avait également recruté des centaines des Hutu congolais dans le RCD, permettant ainsi à Kigali de mieux sécuriser la frontière contre les incursions régulières des ex-FAR. Aux côtés de Rugayi, Laurent Nkunda a été nommé commandant militaire du RCD afin de créer un équilibre entre Hutu et Tutsi. Nkunda a été politisé très tôt dans sa jeunesse, et une légende circulait selon laquelle un de ses professeurs d'école, membre de la MAGRIVI, l'aurait renvoyé de l'école dans les années 1980.

---

[27] Le TPD, qui visait à créer un mouvement mixte de Hutu et Tutsi, était largement considéré comme un effort de Kigali pour empêcher les rwandophones de rallier les FDLR, et a ainsi contribué à une stabilité délicate mais unilatérale autour de Goma. S'il a assumé des tâches sociales et humanitaires au nom de ses membres, il a également servi de moyen de recrutement des Banyarwanda dans le RCD ou dans les forces de « défense locale » alliées. En outre, il faisait activement pression sur l'administration du RCD pour remplacer les autorités réfractaires. Plus tard, le TPD a été accusé dans des rapports de l'ONU de fournir des armes et des formations aux forces de défense locale (un terme souvent utilisé pour les différencier des groupes armés) associées au RCD.

Après divers accords de paix (à Lusaka en 1999 entre la RDC et divers autres pays, à Pretoria en 2002 entre la RDC et le Rwanda, et le dialogue inter-congolais de 2002 à Sun City), conduisant à la réunification du pays et à la formation d'un gouvernement de transition 1+4 à Kinshasa, le scepticisme est apparu parmi les Banyarwanda quant à leurs relations avec Kinshasa. Il en a résulté des dissensions au sein du TPD et du RCD, ce qui a entraîné la création du CNDP (simultanément avec le siège de Bukavu en 2004, dirigé par Jules Mutebusi), puis du PARECO.[28] Comme le RCD, le CNDP a mis en place une administration parallèle très fine dans sa zone, y compris la nomination de greffiers et d'autorités locales.[29] Si le CNDP rassemblait principalement des commandants Tutsi et opérait autour de Bwiza et Kilolirwe, le PARECO était dirigé par des commandants Hutu (Saddam Ringo, Faustin Bavakure, Hassan Mugabo et autres), Hunde (Janvier Karairi) ainsi que Nande (Kakule Sikuli « Lafontaine »). En raison de sa géographie politique, la région de Kitchanga était au cœur de la rivalité entre le CNDP et les PARECO (Stearns 2013).

2.7 Umoja Wetu, le massacre de Kitchanga et le M23 (2009-2013)

En 2009, lorsque le CNDP s'est dissous pour intégrer l'armée nationale, les PARECO se sont effondrés, certaines troupes ont rejoint l'armée et d'autres se sont dispersées autour du Masisi. Le Rwanda ayant arrêté Nkunda, Bosco Ntaganda a ramené les troupes du CNDP dans les FARDC pour les redéployer au Nord et au Sud-Kivu. Après l'échec de la conférence de 2008 (où le bref

[28] La création du CNDP est le résultat d'une intégration difficile de l'armée et de la volonté de défendre les Tutsi congolais contre les FDLR ainsi que de soutenir leur retour et leurs revendications territoriales. D'autres y ont vu la réincarnation d'une rébellion Tutsi parrainée par le Rwanda, déclenchant ainsi une nouvelle mobilisation Hutu et Mai-Mai, perpétuant les dilemmes de sécurité (Stearns 2012). Si cette situation a été un coup dur pour la « rwandophonie », en janvier 2004, les leaders des communautés Hutu et Tutsi, François Gachaba et Félicien Nzitatira, ont publié un « mémorandum des rwandophones congolais » dans le but de mettre en évidence la discrimination partagée que les deux communautés avaient subie depuis l'indépendance du Congo.

[29] Le CNDP a même créé un département de justice dirigé par l'avocat hunde Désiré Mwiti pour travailler aux côtés des autorités coutumières et du baraza intercommunautaire afin de trancher les conflits fonciers. Dans une affaire de conflit opposant un individu étranger (Merlo) à un plaignant local (Rwagati) pour 40 hectares de terre, le département de la justice du CNDP a tranché en faveur du premier mais l'a obligé à accorder des droits d'usufruit aux agriculteurs locaux. Un deuxième exemple concerne 40 hectares acquis dans des circonstances douteuses par Serufuli à Kirongo : le CNDP a décidé de restituer les terres aux habitants locaux, ce qui a aggravé les tensions entre Serufuli et Nkunda.

Projet Amani visant à établir un nouveau programme de DDR a été lancé sous la supervision de l'abbé Malumalu), la conférence de Goma de 2009 a réuni plus de 20 groupes armés, dont la plupart allaient réintégrer l'armée. Il en a résulté une forte concurrence pour les postes de rang, au cours de laquelle d'anciens commandants du CNDP sont devenus commandants de bataillon dans et autour du Masisi et ailleurs.[30] Nkunda étant hors-jeu et Bosco Ntaganda a été nommé général des FARDC, Kinshasa et Kigali ont organisé leur rapprochement militaire par des opérations conjointes contre les FDLR. Appelées *Umoja Wetu*, ces opérations ont infligé de lourdes pertes aux FDLR, mais elles se sont accompagnées d'un grave bilan humanitaire.

Kitchanga est demeuré jusqu'en 2012 un ancien bastion du CNDP, favorisant quelque part la migration des Tutsi vers le sud de Bwito et Bashali, y compris dans le parc national des Virunga. Si la plupart des Hutu des PARECO ont intégré l'armée, les Hunde, sous la direction de Janvier Karairi, ont pris position dans la région de Nyabiondo et Lukweti. Formant l'APCLS, ils sont devenus l'un des principaux concurrents des unités de l'ex-CNDP à Masisi. Kasongo Kalamo, un ancien commandant des PARECO originaire de Mweso, a créé une nouvelle milice Hutu, connue plus tard sous le nom de Nyatura, qui est devenu un terme général pour les milices Hutu congolaises. L'insécurité locale a été renforcée autour de Kitchanga par la présence des unités de l'APCLS, des ex-PARECO et des ex-CNDP, avec des patrouilles régulières et incursions de toutes parts. Les populations civiles ont fait appel à leurs protecteurs respectifs (ex-CNDP pour les Tutsi, et ex-PARECO pour les Hunde et les Hutu), entraînant une militarisation croissante de Kitchanga et de ses environs.

En raison de l'incertitude quant à leur sort, plusieurs anciens dirigeants du CNDP, autour de Bosco Ntaganda et de Sultani Makenga, ont fait défection en 2012 pour créer le M23. Le M23 s'est emparé de Goma en novembre 2012, pour se retirer à nouveau dix jours plus tard et se consolider à Rutshuru, avant de subir une scission entre les ailes de Ntaganda et de Makenga. Les

[30] Cette situation a entraîné des rancœurs au sein des FARDC (le processus de régimentation de 2010 visant à équilibrer les griefs) et, en réaction au déploiement d'officiers rwandophones à Shabunda, Kalehe et Walikale, une nouvelle vague de mobilisation connue sous le nom de Raia Mutomboki.

FARDC se préparant à riposter contre le M23, les négociations avec l'APCLS ont débouché sur un accord initial d'intégration de l'armée, et le groupe a stationné plusieurs unités à Kitchanga (certaines ont ensuite été utilisées comme force par procuration des FARDC contre le M23). Au cours de ces négociations, Karairi a représenté un certain nombre d'autres groupes armés hostiles au M23, notamment les factions Nyatura et les Mai-Mai. Les tensions autour de Kitchanga se sont accrues au cours de ce processus. Au début de février 2013, des unités FARDC du 812e régiment dirigées par les ex-colonels du CNDP François Mudahunga et François Muhire ont attaqué les troupes de l'APCLS. Le 24 février 2013, l'APCLS a engagé des tirs avec un groupe de combattants armés Hutu près du camp de déplacés de Kahé. Le lendemain, au milieu d'une dispute permanente entre Mudahunga et le commandant Musa de l'APCLS (tous deux Hutus, ce qui souligne le fait que les conflits et la violence ne sont jamais purement ethniques), les FARDC ont tué un autre officier supérieur de l'APCLS. Le 27 février, Mudahunga a lancé un raid majeur pour déplacer les troupes de l'APCLS dans et autour de Kitchanga. De vastes parties de la cité ont été incendiées et au moins 75 civils ont été tués au cours des affrontements.[31]

2.8 Fragmentation : guerres par procuration et réseaux de patronage (2013-2020)

Le paysage des belligérants à l'Est du Congo s'est fragmenté après la défaite du M23. De nombreuses petites milices pro-gouvernementales qui ont aidé à combattre le M23 se sont rendues en 2013 pour rejoindre le troisième programme national de DDR, qui au final a connu un échec comme les programmes précédents. Dans les régions de Bashali et de Bwito, le nombre de groupes armés et l'enchaînement des scissions et des coalitions sont devenus particulièrement volatils (Vogel et Stearns 2018).[32] Des dizaines de

[31] Le régiment de Mudahunga et Muhire étant soupçonné d'avoir causé la majeure partie des victimes, Kinshasa a redéployé Muhire au Kasaï sans s'engager dans une véritable justice militaire. Alors que Muhire est devenu célèbre par la suite pour avoir été l'un des officiers FARDC particulièrement brutaux à la tête des opérations anti-Kamuina Nsapu de 2017 au Kasaï, Mudahunga a surtout fait profil bas depuis 2013.

[32] Si les FDLR se sont repliées dans le nord du Masisi, l'est de Walikale et l'ouest de Rutshuru depuis les opérations Umoja Wetu de 2009, l'APCLS a surtout opéré dans son fief du Masisi, en alliance tacite avec les rebelles rwandais.

milices Nyatura ont fait leur apparition le long de la route Kitchanga-Pinga. Kitchanga est en grande partie restée sous le contrôle des FARDC, mais les clivages entre belligérants s'étendaient profondément dans le centre urbain, les groupes armés dissimulant leur présence par des patrouilles et incursions secrètes pour des raisons de renseignement et d'approvisionnement. D'autres groupes se sont divisés et regroupés, souvent en raison de divisions internes sur le contrôle de certaines zones pour la taxation. Des dynamiques similaires ont façonné l'univers des Mai-Mai, notamment à Masisi, Rutshuru, Lubero, Kalehe et Walikale.

En même temps, un processus de décentralisation prévu par la Constitution de 2006 a commencé à se concrétiser entre 2013 et 2016. Si le Nord-Kivu n'était pas concerné par ce découpage des provinces, passant de 9 à 26 (l'ancien Grand Kivu avait été partitionné en 1986), de nouvelles communes rurales décentralisées devaient être créées. Cependant, en l'absence d'élections locales, aucun bourgmestre n'a pu être installé et le gouverneur de l'époque, Julien Kahongya, a mis en place un système transitoire (et contesté) de fonctionnaires délégués qui a remplacé les CPEA.[33] Cette innovation institutionnelle a réveillé des conflits de pouvoir de longue date à Bashali et Bwito, compte tenu de la répartition peu claire du pouvoir entre fonctionnaires délégués et chefs coutumiers, et de l'ingérence régulière d'autres services, dont l'armée, l'ANR ou le cadastre, qui ont tenté de profiter de l'incertitude sur les prérogatives et compétences.

Deux évolutions majeures ont marqué Bashali et Bwito en matière de gouvernance sécuritaire. La première concerne l'affaiblissement structurel et durable des FDLR, leur retrait des vastes territoires qu'elles avaient longtemps occupés, ainsi que leur scission en deux groupes, les FDLR-FOCA et le CNRD-*Ubwiyunge*, une faction qui s'est détachée en juin 2016 dirigée par l'ancien secrétaire exécutif des FDLR, Wilson Irategeka, et comprenant l'ensemble des FDLR basées au Sud-Kivu ainsi que certaines parties des unités du Nord-Kivu. La scission du NDC de Sheka Ntabo Ntaberi, basé auparavant à Walikale, a constitué la seconde évolution majeure. Grâce à ses relations avec des officiers supérieurs de l'armée, l'ancien adjoint de Sheka, Guidon Shimiray,

[33] Décret N°13/027 du 13 juin 2013, conférant le statut de « ville » et de « commune » à certaines agglomérations urbaines du Nord-Kivu.

a créé le NDC-Rénové et s'est lancé dans une campagne sans précédent d'expansion et de cooptation de nombreux petits groupes armés. Le groupe NDC-Rénové, ayant bénéficié d'un soutien important de la part des FARDC, est devenu l'un des piliers de la vaste campagne militaire contre les FDLR.

Il a entrepris de s'emparer de vastes parties des territoires de Walikale, Masisi, Lubero et Rutshuru (y compris des parties importantes de Bashali et Bwito depuis 2019) et a absorbé dans ses rangs divers groupes Mai-Mai et Nyatura. Il s'agissait notamment de factions Mazembe qui avaient surgi à Lubero en réponse aux FDLR, d'une importante scission de l'APLCS à Masisi, et de centaines de combattants issus de groupes Nyatura qui s'étaient rendus, y compris celui dirigé par Kavumbi, qui avait pris la relève en tant que commandant principal après la mort de Kasongo Kalamo. Dans sa campagne, le NDC-Rénové a pu mettre en place un système efficace de taxation et d'autres sources de revenus, tandis que ses affrontements avec les FDLR et la CMC Nyatura ont entraîné de nouveaux déplacements à Bashali et Bwito (Congo Research Group 2020).

Si l'objectif initial de la campagne de Guidon Shimiray était centré sur Walikale et Lubero, Masisi et Rutshuru sont progressivement devenus le pivot des combats. Après avoir coopté une scission de l'APCLS sous Mapenzi Likuhe, des affrontements entre le NDC-Rénové et une alliance entre les FDLR, la CMC et les restes de l'APCLS de Janvier Karairi ont eu lieu principalement à Bashali et Bwito. Au cours de ces affrontements, le célèbre commandant militaire des FDLR, Sylvestre Mudacumura, a été tué en septembre 2019. Par ailleurs, des dizaines de civils ont été tués à Bashali en début 2020.

Le NDC-Rénové est devenu vers la mi-2020 le belligérant le plus fort du Nord-Kivu et a mis en place une organisation remarquable dotée d'un commandement et d'un contrôle efficaces et de diverses sources de revenus. Ce succès est attribuable en partie au leadership impitoyable et intelligent de Shimiray, mais il a également bénéficié de l'approvisionnement en armes et en munitions de la part des FARDC ainsi que du fait que son groupe ait joui d'une large impunité. Pourtant, peu après, une scission s'est opérée à la suite des tensions internes qui couvaient autour de Shimiray depuis plus d'un an. Avec le soutien tacite des officiers supérieurs de l'armée, les adjoints

de Guidon Shimiray, Gilbert Bwira et Mapenzi Likuhe, ont formé leur propre branche, entraînant des semaines de combats internes accompagnés d'un lourd bilan humanitaire pour les populations civiles, notamment le long de la route Kitchanga-Pinga.

Ces évolutions mettent en évidence à la fois l'insécurité persistante à Bashali et Bwito et le caractère volatil des alliances et des scissions entre les groupes armés, parfois contrôlés à distance par les FARDC et élites politiques. Kitchanga est historiquement et géographiquement emblématique de la contestation dans la région : si les FARDC ont un contrôle général sur le principal rond-point de la cité, le contrôle et la surveillance sont assurés par des groupes armés comme le NDC-Rénové, l'APCLS, les FDLR ou la CMC dans les différents quartiers de Kitchanga. Tous ces groupes (en plus des autorités politiques et coutumières) entretiennent des liens plus ou moins étroits avec des acteurs clés au niveau provincial, national et même régional, faisant des chefferies de Bashali et de Bwito un foyer permanent d'intérêts multiples à de multiples échelles, comme le souligne la dynamique récente du conflit au début de 2021.

La chute du NDC-Rénové a entraîné un nouveau cycle de mobilisation, de création de coalitions et de combats. Les groupes Nyatura et l'APCLS ont réaffirmé une partie de leur influence perdue à Bashali et Bwito mais l'insécurité a également gagné du terrain autour de Nyabiondo. Dans la plupart de ces zones, le contrôle des FARDC se limite aux centres urbains et aux localités stratégiques, bien qu'il ne soit pas toujours évident de savoir si et quels groupes armés opèrent en tant que force de procuration de l'armée nationale ou en tant que coalitions indépendantes. De plus, les combattants qui avaient été démobilisés en 2019 et 2020 sont revenus renforcer les rangs des groupes armés que l'on croyait dissous, les groupes Nyatura qui avaient précédemment été vaincus par le NDC-Rénové ont été les principaux bénéficiaires. Rien qu'au début du mois d'avril 2021, les affrontements à travers le Nord du Masisi ont déplacé des milliers de personnes.

3 | Les liens politiques entre le foncier, la coutume et l'identité

> En envisageant de revisiter ses principes de régulation foncière, la RDC n'est ni pionnière ni innovatrice. Elle emboîte seulement le pas de nombreux États du monde qui ont tenté cette expérience. Il est important de rapporter que « l'histoire est jalonnée des réformes foncières ». (Entretien avec un commandant de l'armée, juin 2020)

Les tensions autour du foncier et de l'identité, plus particulièrement celle des communautés Hutu et Tutsi, connues collectivement sous le nom de rwandophones ou Banyarwanda (voir note de bas de page plus haut), sont à l'origine de nombreux conflits à Bashali et Bwito. D'autres communautés, notamment les Hunde, revendiquent l'indigénéité à Bashali et Bwito, ce qui est également contesté. En bref, presque toutes ces revendications sont contestées soit par les uns ou par les autres.

Toute lecture binaire de l'identité à l'Est de la RDC semble donc dépourvue de nuances, souffre d'interférences politiques et de manipulations extérieures par des acteurs coloniaux et autres (Sungura et al. 2020a). La notion d'autochtonie renvoie à des liens étroits avec la propriété foncière et les droits politiques ou économiques associés à un lieu, y compris la représentation. Les discours sur la nationalité, la propriété et l'appartenance conservent toute leur force, non seulement à Kitchanga mais aussi dans d'autres régions comme la plaine de la Ruzizi, l'Ituri ou les Hauts Plateaux du Sud-Kivu (Sungura et al. 2020b, Verweijen et al. 2020a, Verweijen et al. 2021).

Certes, ces conflits ne sont pas ethniques par définition, mais l'ethnicité et la nationalité sont souvent à la base de la mobilisation des élites et déclenchent

la violence ensuite. L'ethnicité et la nationalité reflètent un mélange de questions historiques et politico-juridiques qui créent des répertoires de légitimation concurrents et des « courses au pouvoir » proverbiales (Hoffmann et al. 2020) qui favorisent la compétition entre les élites aux niveaux local et national, conduisant à un scénario de « ni paix ni guerre » qui, pour d'autres régions de l'Est de la RDC, a été décrit comme « la paix des armes » (Bouvy et al. 2020). La politique foncière, coutumière et identitaire est donc fortement déterminée par des lectures historiques divergentes et contestés. Sur la base de l'analyse historique précédente, cette section cherche à mettre en évidence les lectures multiples et contingentes relatives au foncier, à la coutume et à l'identité.[34]

3.1 Les racines de la contestation foncière

Pour comprendre le Bashali et Bwito d'aujourd'hui, il est essentiel de considérer la manipulation coloniale afin de réorganiser le pouvoir coutumier et la migration forcée. Les administrateurs coloniaux ont cependant été peu structurés dans leurs actions, soit volontairement, soit par manque de logique et connaissance. Pendant le règne colonial, la réforme agraire consistait principalement à soutenir l'économie de concession, notamment le CNKi mais aussi de nombreuses plantations privées pour lesquelles la MIB organisait le recrutement (Fairhead 1992). Fonctionnant également comme une agence de régulation foncière, le CNKi facilitait l'acquisition de grandes parcelles pour les entreprises agricoles et minières. En outre, la MIB était impliquée dans la distribution de plus petites parcelles louées de trois à sept hectares aux ménages qui arrivaient. La loi Bakajika de 1966 a inversé certaines de ces politiques en ordonnant que

[34] Ces facteurs sont liés entre eux, à commencer par l'identité individuelle et familiale en association avec la colline d'origine établissant une appartenance autant physique que métaphysique. Un chef de famille est identifié par la terre qu'il obtient soit du chef coutumier, soit du cadastre. La terre et les hommes sont donc liés, ce qui entraîne des droits et des devoirs négociés entre l'individu, la communauté et l'autorité locale. La loi foncière de la RDC, dans son article 387, stipule : « Les terres occupées par les communautés locales deviennent à partir de la promulgation de la présente loi des terres domaniales ». Les articles 388 et 389 stipulent que « Les terres occupées par les communautés locales sont celles que ces communautés habitent, cultivent ou exploitent d'une manière quelconque, individuelle ou collective, conformément aux coutumes et usages locaux ». Les autres spécifications sont reléguées aux ordonnances présidentielles, soulignant le vide juridique des questions foncières en RDC.

les terres inutilisées reviennent aux mains de l'État. Cependant, l'approche de la concession est restée en vigueur, car une grande partie de ces terres ont été revendues à des entrepreneurs puissants. La loi foncière de 1973 a confirmé que les terres appartenaient à l'État et a introduit une série de procédures pour l'octroi de concessions. Ainsi, dans l'ensemble, le régime (post)colonial a appliqué un système de gouvernance foncière largement néolibéral.

Les tensions ont été aggravées par d'autres facteurs, également liés au foncier et à l'identité, mais allant au-delà de l'énigme spécifique entre manipulation coutumière et migration forcée. La création du parc national Albert en 1925 a joué un rôle majeur en accentuant la pénurie de terres et en poussant à la migration « domestique » (c'est-à-dire au sein du Congo belge). Plus tard, la politique des concessions a joué un rôle similaire, tant sous les gouvernements coloniaux que postcoloniaux, en rendant les terres moins accessibles à une partie de la population. L'établissement de plantations autour de Kitchanga a non seulement créé des frictions entre les habitants des zones rurales, mais a également ajouté un élément de classe au conflit en favorisant d'abord les colons, puis les élites autochtones. Cette discrimination a servi de base à la dynamique actuelle, dans laquelle les populations de classe inférieure de toutes les communautés (Hunde, Hutu, Tutsi, mais aussi Nande, Tembo, Kano, Kumu dans une zone géographique plus large) sont les premières victimes de la violence et des déplacements, tandis que certaines élites sont rarement touchées et collaborent parfois avec les parties au conflit, quelle que soit leur origine ethnique, pour assurer la sécurité armée de leurs propriétés. Simultanément, les gouvernements congolais de l'après-indépendance ont perpétué la dualité des lois étatiques et coutumières par l'évolution instable des lois relatives au foncier et à la nationalité.

Si la violence semble en apparence avoir un caractère ethnique ou un lien avec des habitudes « ethniques » (souvent trompeurs) tels que le clivage entre éleveurs (censés être majoritairement Tutsi, et occasionnellement Hutu) et agriculteurs (Hunde et Hutu), la question foncière reste un moteur clé des conflits.[35] Selon Mathieu et Mafikiri (1999), les Banyarwanda occupent une grande partie

[35] Pourtant, l'animosité ethnique existe, comme le soulignent les revendications de l'association Hutu congolais *Umuryango* pour la reconnaissance de *igihutu* comme langue.

des terres arables de Masisi depuis la fin des années 1980. Cependant, cela ne soutient pas nécessairement l'idée d'un « accaparement allochtone des terres ». En effet, avant la migration coloniale forcée et les guerres et déplacements contemporains, des populations Hutu et Tutsi vivaient à Masisi et Rutshuru. Les relations entre les royaumes précoloniaux ont été volatiles et sont allées d'échanges culturels, linguistiques et économiques intenses à des guerres féroces avec des incursions mutuelles, ce qui s'est traduit par des frontières fluctuantes dans la région inter-lacustre (Mathys 2014). Les explications ethniques sont donc simplistes, voire trompeuses, étant donné la fluidité de l'appartenance avant la fixation coloniale de l'identité.[36]

Les taxes et tributs coutumiers (*mikoro*, etc.), qui sont payés aux chefs qui louent des terres, sont un sujet récurrent de contestation. La coutume veut que les chefs puissent céder ces terres après un certain temps, à condition que les utilisateurs les gèrent correctement (mise-en-valeur). En payant des tributs et des taxes, de nombreux Banyarwanda affirment qu'ils acquièrent un droit à la terre pour avoir respecté la coutume, tandis que les élites coutumières extrémistes peuvent soutenir que les Banyarwanda ne peuvent pas posséder de terres dans les chefferies dirigées par des Hunde. Au Masisi a été mis en place un système de location et d'utilisation des terres dans lequel les droits étaient accordés à une personne en récompense de sa loyauté et de sa soumission aux chefs coutumiers. Dans ce système, le pouvoir social est accompagné de la séparation des droits d'utilisation et des droits au profit. L'attribution des terres est régie par le principe du *mutulo*, qui constitue un pilier structurel de l'économie morale locale dans laquelle l'accès à la terre dépend du paiement d'un tribut au chef. Selon la coutume hunde, la terre appartient à l'ensemble de la communauté mais est représentée par le mwami (*« mwami yemika butaka »*), qui accorde des droits d'usage de

[36] Les chefs coutumiers ont organisé leur première assemblée extraordinaire en septembre 1995, ce qui a conduit à la création en 1996 de l'Alliance Nationale des Autorités Coutumières au Congo (ANATC). Pendant les guerres du Congo, l'ANATC a eu peu d'impact sur la politique, mais son lobbying a conduit à la reconnaissance des chefs en tant qu'agents exécutifs de l'État dans la Constitution de 2006 et dans d'autres lois, et leur a également conféré le droit de se présenter aux élections. La loi électorale de 2006 a introduit la notion de cooptation par laquelle les chefs coutumiers sont autorisés à occuper un certain nombre de sièges dans les parlements provinciaux. La loi de décentralisation de 2008 prévoit la création de « collèges exécutifs » dans chaque chefferie et de conseillers coutumiers élus au sein d'une chefferie.

la terre à ses sujets, qui en échange paient le *mutulo* et le *ngemu*. Au fur et à mesure que le tribut est payé, les paysans obtiennent des droits d'usage et d'accès sur une parcelle, devenant ainsi des *banamusinga*, ce qui leur permet de sous-louer contre un tribut *kishoke*.

Ce système, comme l'a montré la section historique précédente, a été modifié et transformé par les politiques coloniales et postcoloniales. En outre, la question de l'autochtonie reste très contestée, les différents groupes utilisant différentes versions de l'histoire comme répertoires respectifs de légitimation et d'appartenance (Mathys 2017, Jackson 2007). En définitive, les interlocuteurs soulignent également les dynamiques générationnelles de conflit et de contestation. Plusieurs de nos interlocuteurs ont plaidé pour le maintien de relations cordiales entre les communautés, précisant que les manipulations politiques plus récentes, à partir des guerres des années 1990, avaient considérablement intensifié les conflits, notamment en matière d'accès à la terre et de mobilisation armée.

3.2 Pluralisme légal et négociations entre élites

Une dualité permanente entre l'État et les règles coutumières caractérise la gouvernance à Bashali et Bwito. Si cette dualité a un impact sur l'accès à la terre et son occupation, elle a également des conséquences sur la gestion du pouvoir local, en particulier l'administration et la collecte des taxes. De plus, elle constitue une cause principale de la concurrence entre les autorités coutumières et étatiques, qui se tournent toutes occasionnellement vers la mobilisation du sentiment ethnique pour régler les conflits (Verweijen et van Bockhaven 2020). Les récentes politiques de décentralisation ont renforcé cette concurrence, en raison du statut imprécis et temporaire des fonctionnaires-délégués, des personnes nommées par intérim par le gouvernement provincial et qui sont souvent choisies en fonction de considérations ethno-coutumières. De plus, l'élévation d'une localité au statut de commune rurale (c'est-à-dire une ville secondaire sans les mêmes prérogatives qu'une ville proprement dite) n'est pas toujours dans l'intérêt des élites coutumières. Comme le montre le cas emblématique de Minembwe au Sud-Kivu, un changement de statut peut constituer une menace pour les structures de pouvoir existantes, étant donné qu'une commune rurale serait dirigée

soit par une personne nommée par intérim, soit par un bourgmestre élu (Verweijen et al. 2021).[37]

La dualité juridique inscrite dans les terres ultérieures déclenche, dans un sens plus large, un « forum-shopping » (Benda-Beckmann 2013), les parties prenantes développant des pratiques informelles et hybrides de combinaison des règles étatiques et coutumières. Par exemple, dans de nombreux cas, un acheteur signe d'abord un contrat de location de terres avec un chef coutumier. Ensuite, avec l'accord du chef, l'acheteur entamera les procédures administratives pour l'acquisition des titres officiels par le biais du bureau cadastral. Par ailleurs, en droit congolais, les chefs sont reconnus comme officiers de police judiciaire (OPJ), un titre conféré aux agents de l'Etat ayant un pouvoir exécutif dans leurs institutions respectives, leur permettant ainsi de trancher les conflits civils. Cependant, leurs pouvoirs d'OPJ entrent en conflit avec ceux des membres d'autres institutions. Au cours des dernières décennies, les chefs coutumiers ont également de plus en plus profité de leur double rôle pour vendre des terres à des acheteurs qui pensent que grâce à leur obtention de titres d'État et aux arrangements conclus avec les chefs coutumiers, leur acquisition est garantie. Contrairement à la période coloniale, où la location des terres était basée sur des arrangements tels que le *kalinzi*, le *muhako*, le *ngemu*, le *kishoke* et autres, les transactions hybrides sont à présent monnaie courante.

Avant l'adoption des lois foncières de 1973, les chefs coutumiers avaient une influence considérable sur la vente et location des terres, ainsi que sur l'arbitrage des conflits. Avec la dualité et le caractère hybride croissants de l'accès à la terre et à la propriété, ces conflits sont progressivement devenus des facteurs clés de la violence. Les cadres juridiques (étatiques et coutumiers) se confondent ou se contredisent bien souvent. On distingue actuellement trois principaux types de conflits fonciers : les conflits à caractère ethnique, les conflits fonciers résultant du déplacement des agriculteurs par les concessionnaires et les conflits

[37] Pourtant, comme l'a souligné un de nos interlocuteurs, cette situation pourrait être contournée si toutes les autorités s'unissaient pour rechercher un compromis, comme c'est le cas dans d'autres régions de la RDC : dans la commune de Ndjili (qui fait partie du grand Kinshasa), par exemple, les chefs coutumiers et le bourgmestre ont trouvé des moyens de partager leur autorité de manière pacifique, y compris les prérogatives fiscales respectives et leur rôle dans la gestion de l'accès aux terres.

agropastoraux alimentés par des tensions souvent liées à la transhumance.[38] De plus, il existe des conflits spécifiques sur le plan géographique autour des parcs nationaux. Simultanément, il existe divers mécanismes potentiels de résolution des conflits. Outre les différents types de tribunaux coutumiers et étatiques, des mécanismes de médiation et d'arbitrage peuvent être invoqués. Les organisations de consolidation de la paix (« peacebuilding ») ont également tenté d'introduire des techniques de résolution des conflits, mais celles-ci sont souvent critiquées par les populations en raison d'un manque d'appropriation, de leur durée limitée et du financement externe qui signifie une absence d'agencéité des communautés (voir plus bas).

En effet, la plupart des conflits fonciers dans la chefferie de Bashali, qu'ils soient de petite ou grande ampleur, sont liés à la friction provenant de la concurrence des cadres légaux et réglementaires. Ces cadres impliquent une variété de dynamiques, notamment la structuration du secteur agraire, la gestion rurale, la dynamique de la valeur, de la rente et des prix, la distribution des terres et, plus largement, la pertinence sociale de la terre. En outre, les lois en vigueur ne sont pas appliquées de manière cohérente, en partie parce que l'administration de l'État n'a pas la portée et le poids nécessaires pour imposer la loi dans les zones rurales éloignées. Paradoxalement, cependant, la Constitution et la législation spécifique aux affaires coutumières reconnaissent le statut hybride des autorités coutumières en tant que souverains communautaires et représentants de l'État :

> Sur ces terres, la communauté représentée par le chef coutumier exerce un droit éminent. En disant communauté, on voit ici anthropologiquement non seulement les vivants mais aussi les morts, les ancêtres. Ce domaine éminent, réceptacle de vie et lieu de communion entre les ancêtres et les usagers actuels du sol est incessible, inaliénable, imprescriptible et insaisissable. (Mugangu 2008 : 391)

[38] Cependant, en dépit des tropes habituels décrivant les conflits au Congo comme une guerre ethnique, motivée par la cupidité et la haine, la plupart des conflits fonciers se produisent au sein des familles et des communautés, souvent en raison d'un héritage peu clair, de litiges sur la délimitation des parcelles, du rôle des veuves et de la validité des documents. Pour ce qui est du bétail, par exemple, on a constaté d'importants massacres de bétail dans diverses régions du Masisi en 2018 et 2019, qui visaient les troupeaux de grands concessionnaires et ont probablement été déclenchés par des enchevêtrements, des doubles titres de propriété et des accaparements de terres y résultant.

La politique (électorale) n'échappe pas à l'influence de cette dualité persistante, car les élites coutumières disposent de sièges supplémentaires (« cooptés ») dans les assemblées provinciales.[39] L'occupation de ces sièges entraîne parfois une vacance coutumière ou même un conflit, étant donné que chaque chef doit nommer un régent intérimaire au cours de son mandat parlementaire. De plus, en raison de leur propre position parfois précaire, les élites coutumières ont besoin de maintenir une emprise sur la politique locale, y compris sur les élections des députés nationaux et provinciaux de leur région. Les titulaires et les candidats utilisent régulièrement leur influence pour faire avancer les programmes électoraux avec l'aide des services de sécurité de l'État (les unités des FARDC, par exemple) ou des groupes armés. Cependant, il arrive que ces stratégies se retournent contre eux. Au cours de la campagne électorale de 2018, un convoi de candidats députés a été victime d'une embuscade près de Mweso par un groupe Nyatura proche des FDLR, en raison, semble-t-il, de leur soutien aux opérations des FARDC et du NDC-Rénové contre le groupe rwandais.

Il existe un certain nombre de cas à Bashali et Bwito où les autorités provinciales ou des politiciens de Goma et de Kinshasa se sont livrés à des accaparements de terres à grande échelle. Parmi ces cas, on peut citer une parcelle de 400 hectares acquise par des hauts fonctionnaires près de Kitchanga, dans le territoire de Rutshuru. Ce terrain a été occupé par l'armée de 1998 à 2005, puis abandonné. Les populations locales avaient entre-temps cultivé le terrain jusqu'en 2015, lorsque les fonctionnaires du gouvernement ont acheté des titres grâce à un accord avec les autorités foncières provinciales et ont utilisé le terrain pour l'élevage de bétail. Les agriculteurs ont invoqué des droits d'usufruit, provoquant des tensions. Il existe de nombreux cas similaires.

Pour ce qui est du Masisi, les tensions intracommunautaires existent aussi et ont empêché la mise en place d'un accord commun entre Hunde, et

[39] La loi électorale de 2006 (article 153) stipule qu'au cours de chaque période législative, les assemblées provinciales cooptent (c'est-à-dire ajoutent) certains chefs coutumiers de manière rotative. Au Nord-Kivu, les chefs actuellement cooptés sont Lebon Bakungu Bigaruka (Bukumu, Nyiragongo), Nicolas Kalinda Kibanja (Bahunde, Masisi), Saa Mbili Bamukoka (Watalinga, Beni) et Sondoli Shabani Mukosasenge III (Bamate, Lubero).

ainsi aucun des sept députés nationaux du territoire n'était Hunde lors des élections de 2011. En raison d'irrégularités, les résultats avaient été annulés, mais les vainqueurs avaient néanmoins conservé leur siège jusqu'en 2018. Indépendamment de la fraude électorale généralisée, les élections de 2018 ont vu des députés élus issus de chacune des communautés de Masisi. Un consensus existe au niveau provincial selon lequel si un poste est occupé par une communauté, son adjoint doit être issu d'une autre : depuis plus d'une décennie, le gouverneur est Nande, le vice-gouverneur Hunde et le chef de l'assemblée provinciale Hutu.

3.3 Trajectoires et frictions dans la norme coutumière

En raison de la manipulation politique et coloniale, il est pratiquement impossible de déterminer la légalité et légitimité actuelle du pouvoir coutumier à Bashali et Bwito. Si de nombreuses autorités coutumières ont été tuées ou forcées de fuir, d'autres ont activement contribué au conflit. Le pouvoir coutumier est théoriquement entre les mains des chefs Hunde, bien que la vacance des postes et les conflits empêchent le fonctionnement régulier de ces entités.[40] Ces conflits sont un mélange de frictions intra- et intercommunautaires. Par conséquent, les chefs hunde ne sont pas nécessairement considérés illégitimes par les Banyarwanda mais souvent jugés selon la qualité de leur règne par les populations.[41] Cette section décrit brièvement les trajectoires et les frictions spécifiques du régime coutumier par chefferie et ses groupements respectifs.

---

[40] La manipulation sociale coloniale a eu un impact sur le phénomène de la *mumbo* dans la coutume hunde. Le terme « mumbo » désigne la seconde épouse du chef, qui est dotée du pouvoir de conférer la royauté à sa progéniture. Pourtant, l'établissement d'entités extra-coutumières et de règles contre la polygamie a supprimé son rôle social, entraînant de multiples conflits de succession. Au cours des entretiens, plusieurs chefs coutumiers ont même lié l'existence des secteurs Osso et Katoyi d'aujourd'hui (par opposition aux chefferies) au rôle coutumier de la *mumbo*, et ont suggéré que sa disparition augmentait le pouvoir politique sur les affaires coutumières. Voir également les décrets coloniaux du 9 juillet 1039, du 3 juillet 1948 et du 4 avril 1950.

[41] Sur le plan historique, et ce en dépit d'autres tensions, certaines entités coutumières, telles que Bashali-Mokoto, étaient connues pour entretenir de bonnes relations entre les différentes communautés. Cela était dû en partie à la présence de moines trappistes au monastère de Mokoto. Les moines ont joué un rôle harmonieux envers les tensions occasionnelles jusqu'à un changement de congrégation en 1993.

La chefferie de Bwito, qui s'étend sur la moitié ouest du territoire de Rutshuru, est composée de sept groupements (Mutanda, Kihondo, Bukombo, Bambo, Bishusha, Tongo et Kanyabayonga) et de 35 localités. Ses principaux centres périurbains sont Nyanzale, Kibirizi, Bambo et Tongo. Elle est limitée au sud par la chefferie de Bashali et séparée à l'est de l'autre chefferie de Rutshuru (Bwisha) par les secteurs sud et central du parc national des Virunga.

Comme les autres *bami*, le chef du Bwito assume un double rôle, coutumier et étatique. Au Bwito, il existe quatre familles royales hunde (Bahoo, Banyamichungu, Banyamukoba et Banyakahindo) qui se réunissent pour désigner un chef parmi leurs rangs. Toutefois, la nomination de l'actuel chef, Kalekene Bukavu, a été contestée par les influentes familles Murairi et Buunda et il a depuis fui Bwito. En plus des tensions au niveau de la chefferie, il y a des postes vacants et des conflits de succession dans tous les groupements, sauf à Tongo, Mutanda et Kanyabayonga.[42] Les chefs actuels sont respectivement Semasaka Murara Bulenda, fils de feu Semasaka Mwendabandu, Kambale Mongera Kamoli, petit-fils de Mwongera Kamoli, et Pandasi Lukira II, petit-fils de feu Pandasi Milonde.

La généalogie du pouvoir coutumier à Bwito est complexe et contestée, mais il existe un certain accord sur l'existence historique de la chefferie et de ses principales lignées dirigeantes. Un chef de groupement actuel a expliqué que le premier chef de Bwito était Kasindikira qui régnait au nom des pères fondateurs de Bwito, suivi de Mualihya (potentiellement le fils de Kasindikira, ce qui signifie « celui qui agrandit »), Nyamulaa, Kikandi et Kamoli. À cette époque, la lignée royale de Bwito était étroitement liée à la chefferie Banyungu de la région de Masisi. Nyamulaa (certaines sources mentionnent également Rutazinga) a servi d'homonyme pour le nom précolonial du lac Edward (Ngetsi ya Nyamulaa). Kikandi aurait régné dans la seconde moitié du 19ème siècle, alors que Bwito faisait face à des incursions répétées de marchands d'esclaves. Kamoli a été chef lorsque l'autorité coloniale a établi une présence plus stable au début du 20e siècle. Son fils, Hangi Bukavu Nyamulaa,

[42] Du point de vue géographique, cela reflète un conflit concentré dans les groupements limitrophes ou proches de la chefferie de Bashali (à savoir Bishusha, Kihondo, Bukombo et Bambo), où sont basés la plupart des groupes armés de Bwito.

est né à Bukavu (et depuis lors, les chefs Bwito ont souvent eu « Bukavu » comme post-nom) et est mort en 1981. Il a été succédé par Kalekene Bukavu Kikandi de 1982 à 1993.[43]

Le groupement Bishusha est actuellement dirigé de manière intérimaire par Yvette Mabuanano, l'épouse de feu Kivu Mabuanano Bireo, assassiné en janvier 2017. Kyumba Lukoo Muhindo, le premier successeur intérimaire de Kivu, a également été assassiné. Régente intérimaire de leurs enfants mineurs, Yvette est accusée par sa belle-famille de violer la coutume qui voudrait que le chef soit un homme. A Kihondo, le chef actuel est François Ngulu Murairi, petit-fils de Petro Murairi Mulashano, mais la famille de Matungulu Shemusheshi revendique le pouvoir, soutenant que Murairi n'est pas un héritier légitime. À Bukombo, David Héritier Kahombo IV, un fils d'Adolphe Kabonjo Kahombo, est le chef actuel mais toute la lignée est contestée. Enfin, le prince Kambere Luanda, petit-fils de Boniface Luanda Kaboli, règne sur Bambo. Les protecteurs de la coutume de Bambo soutiennent que Prince ne fait pas partie de la dynastie Banyamu de Luanda Kaboli (qui a été tué en 2012) du fait qu'il serait né d'une mère hutu, hors mariage. L'ancien chef intérimaire de Bwito, Désiré Bukavu Shekerabeti, a été tué près de Kikuku. Plus récemment, le chef intérimaire du groupement de Kihondo, Benoit Kitsa Murairi, est mort dans des circonstances mystérieuses. Ces événements montrent que la violence au Bwito n'est pas seulement interethnique. Pourtant, en l'absence d'enquêtes, les responsabilités sont difficiles à établir, mais certains observateurs n'hésitent pas à mettre en cause la compétition interne entre les prétendants à la chefferie.

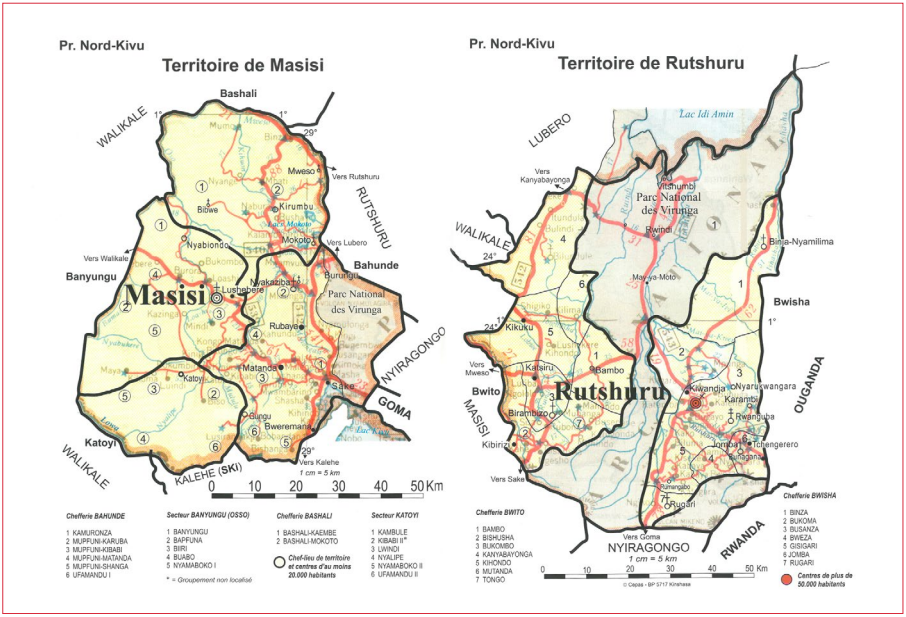
La chefferie de Bashali est constituée de deux groupements (Mokoto et Kaembe). Elle comptait quatre groupements (Mokoto, Kaembe, Kamuronza et Bapfuna) entre 1961 et 1972. Pendant la guerre Kanyarwanda, les Banyarwanda ont combattu les Bahunde afin d'affirmer leur pouvoir sur les nominations à Bashali-Kaembe, quasi équivalent de l'éphémère chefferie Gishari. Lors des élections de 1967, Ezechiel Sebujangwe (le père de l'actuel

[43] Kalekene a confié le règne à Désiré Shekerabeti Kamoli. Alois Buunda Shamwami est intervenu lorsque Bwito a retrouvé son statut de chefferie indépendante de Bwisha en 1967. Dans le sud du Bwito, la famille Mukule a une généalogie parallèle avec les chefs Kumakuma et Mwinda.

député Bertin Kirivita) a réussi à décrocher un siège en tant que Hutu, ce qui a déclenché le mécontentement des Bahunde qui affirmaient que les rwandophones n'avaient pas le droit de vote, même si Sebujangwe avait bénéficié du soutien du mwami.[44] Depuis 1976, Bashali existe sous sa forme actuelle, avec 22 localités dans deux groupements. L'histoire royale de Bashali met en scène différentes familles.

Dans la lignée du roi fondateur Kashali (qui descendait de Muwira, un frère des rois Banyungu et Bwito, et de Kabungo), trois branches principales se sont développées : Bapfuna à Kishongya/Loashi, Kaembe à Burungu et Mokoto à Muhanga/Kiusha. Le fils de Kashali était Mulisi Mapfumo dont les frères et sœurs étaient Pfuna, Mihigo, Kahindo, Mwongera, Mulisi I (né de Ndibito) et Mushuula (né de Muhitira), Nyanguba et Mokoto (éponyme d'un

[44] Au cours de cette période, les Bahunde ont également demandé aux Banyarwanda de donner des noms rwandophones (et non swahili) à leurs enfants.



Carte des territoires de Masisi et Rutshuru, De Saint Moulin et Kalombo 2011

lac de la région). Kashali était marié à la reine Namulisi. L'actuel chef Sylvestre Nyanguba est né en 1934 et est devenu chef de groupement en 1954, avant de devenir le chef suprême de Bashali en 1962. Les principaux centres de Bashali sont Kitchanga, Mweso, Kashuga, Kalembe et Pinga. L'actuel chef Sylvestre Bashali Nyanguba, comme ses chefs de groupement, est rarement à Bashali. Un conflit de longue date oppose sa famille à celle de feu Kapenda Muhima, l'ancien chef nommé par le RCD.

Actuellement, la direction de Bashali-Kaembe est assurée par le chef de groupement Willy Indwe IV, lui-même contesté et régulièrement menacé de violence, et a son siège à Muheto. Plusieurs groupes armés sont basés à Bashali-Kaembe, font des incursions régulières dans la région et revendiquent l'autorité territoriale par la taxation, rivalisant ainsi avec le pouvoir coutumier sur la réglementation de l'accès aux terres. Les déploiements des FARDC et de la PNC sont faibles et irréguliers, en partie à cause du manque d'infrastructures. L'agent de l'ANR de la zone a été tué en 2017. Le chef de Bashali-Mokoto, Roger Bashali, est actuellement en exil, et un chef hutu du nom d'Erasto Ntibaturana (vivant à Gisenyi) semble exercer un pouvoir local important par l'intermédiaire de ses fils qui sont basés dans le village de Busumba et impliqués dans la mobilisation armée locale.[45]

3.4 Le foncier, la subsistance et le parc national des Virunga

Le parc national des Virunga joue un rôle important mais compliqué dans les questions foncières régionales. Créé en 1925 sous le nom de parc national d'Albert, le parc des Virunga a historiquement été confronté à la contestation des communautés voisines et des chefs coutumiers qui revendiquaient des terres à l'intérieur des démarcations revendiquées par le parc. Au cours des trois dernières décennies, le parc est devenu un refuge pour des belligérants. Les groupes armés érigent souvent des barrages routiers aux points

[45] Le Bashali est marqué par des tensions autour de la terre, la présence de groupes armés qui émergent, se scindent et disparaissent rapidement, ainsi que la manipulation politique et coutumière. Dans un cas, ceci avait mené à la destruction du bureau de groupement de Bashali-Mokoto à Kiusha en 2018. Des tensions régulières opposent les agriculteurs et éleveurs et des assassinats du type kabanga, une forme de règlement de comptes, sont fréquents.

de passage obligatoires, profitant ainsi du commerce du charbon de bois (*makala*) du parc et s'engageant dans des rackets de protection avec les populations civiles qui cultivent le long et à l'intérieur du parc. Cette situation, ainsi que le braconnage par des groupes armés et des gangs, a motivé l'administration du parc à développer une approche militarisée pour protéger le parc. Depuis 2010 environ, le parc a divisé son personnel en gardes classiques effectuant des tâches de conservation et en « forces de réaction rapide » formées et équipées pour entreprendre des opérations offensives de contre-insurrection à l'intérieur et autour des limites du parc (Marijnen & Verweijen 2018, Marijnen 2018).

Différents types de charbon de bois *makala* sont produits dans la région, avec des bois à croissance rapide de faible qualité à l'extérieur du parc et des bois à croissance lente à haute valeur énergétique principalement à l'intérieur du parc. Il y a plusieurs routes pour transporter le charbon de bois vers Kitchanga et Tongo et finalement vers la capitale provinciale Goma, dont la population dépend fortement du *makala* pour cuisiner. La chaîne d'approvisionnement de Kitchanga traverse le groupement de Bishusha, dont l'économie dépend du *makala*. Dans ce groupement, les plantations et les concessions placent les populations entre le marteau et l'enclume : elles ne peuvent ni entrer légalement dans le parc à l'est pour leur subsistance ni dans les concessions à l'ouest.

Cela donne aux groupes armés l'occasion d'inscrire leur lutte dans la défense des populations locales. Si le positionnement des unités des FARDC est volatil, les unités des Virunga s'engagent souvent dans des raids visant à la fois les civils et les combattants qui entrent dans le parc. Il est arrivé que des villages entiers soient incendiés parce qu'ils étaient considérés comme étant à l'intérieur ou à la frontière du parc (Verweijen et al. 2020b). Ces dynamiques ont mis à rude épreuve les relations entre les populations et la gestion du parc et ont ravivé les contestations historiques sur la dépossession des terres coutumières et le manque de clarté de la démarcation (beaucoup des bornes initiales étaient naturelles, y compris des arbres qui ont été coupés ou sont morts depuis 1925).[46]

[46] À certaines occasions, les chefs coutumiers ont invoqué une loi de 2015 (15/015) qui leur confère le droit et le devoir de protéger les terres coutumières afin de réglementer les limites du parc et de faire face à leur modification non consensuelle dans le passé.

3.5 La politique des concessions et les anciens ouvriers

S'il existe d'innombrables conflits impliquant des plantations ou des concessions (aussi bien celles qui ont une trajectoire coloniale plus ancienne que les acquisitions et les accaparements de terres plus récents), cette section décrit brièvement deux exemples qui illustrent les principales sources de contestation. Le premier concerne le phénomène des anciens ouvriers, c'est-à-dire les descendants des anciens travailleurs coloniaux des plantations. L'ancienne plantation SICIA a été transformée en zones de pâturage pour le bétail, laissant les ouvriers et leurs héritiers sans accès aux terres agricoles. De plus, l'arrivée de personnes déplacées et de réfugiés a intensifié la concurrence pour les terres agricoles. Cela a conduit au soutien populaire des groupes armés de la région et à la création de petites milices, comme les Nyatura Bohoza, aujourd'hui disparus, dirigés par Apollo, ainsi qu'au regroupement des travailleurs eux-mêmes.[47]

La mine de niobium de Lueshe, dans le groupement de Mutanda à Bwito, constitue le deuxième exemple. Cette mine, actuellement non opérationnelle, a été exploitée en tant que concession de la SOMIKIVU soutenue par des investisseurs allemands et russes de 1983 à 1993, mais la production officielle a été interrompue depuis 1994. Sous le RCD-Goma (qui avait absorbé quelques anciens agents de la SOMIKIVU), une exploitation occasionnelle a eu lieu. L'ancien président Laurent-Désiré Kabila avait signé un mémorandum avec une société autrichienne appelée Kraal Metal Congo SA, qui s'est effondré pendant les guerres avec la SOMIKIVU, Kraal invoquant la force majeure et se plaignant d'une exploitation illégale. Kraal a ensuite essayé de rouvrir la mine en établissant des relations avec le CNDP, tandis que les anciens agents de la SOMIKIVU ont pris leurs distances. Cette situation a suscité une plus grande méfiance de la part des populations, qui considéraient la mine comme une cause majeure de l'ingérence extérieure dans les affaires locales de Bwito et des cas de violence qui ont suivi.[48]

---

[47] Cela soutient la dynamique de conflit façonnée par les revendications de droits d'usufruit, non pas de propriété mais d'accès à la terre par la location et des méthodes similaires. Les mêmes scénarios prévalent pour les plantations et concessions adjacentes, notamment JTN, SICIA et autres.

[48] Les communautés locales se plaignent de n'avoir jamais été impliquées dans le processus d'octroi des droits d'exploration et d'exploitation. Actuellement, François Nzekuye, un Hutu et député national du PPRD, est l'administrateur de SOMIKIVU. Dirigeant une société de conseil en exploitation minière, ce dernier est soupçonné d'utiliser son pouvoir pour négocier des contrats et l'accès à la mine, au détriment du pouvoir coutumier local.

3.6 Le rôle et l'action des femmes

La capacité d'agir des femmes se voit systématiquement réduite par les acteurs locaux et internationaux, qui les décrivent avant tout comme des victimes, questionnant leur agencéité.[49] Plusieurs personnes interrogées, y compris des agricultrices de Bashali et de Bwito, ont souligné que, par rapport aux agriculteurs masculins, elles ont plus de difficultés à acquérir et à accéder à la terre ou à avoir leur mot à dire sur les questions de revenus et d'héritage (le code de la famille de la RDC ne fait pas de différence entre les sexes dans les questions coutumières, mais en fait une lorsqu'il s'agit de droits contractuels indépendants dans le mariage).

Les questions d'héritage sont sensibles à Bashali et Bwito, en raison du nombre de décès prématurés et de couples non mariés. De plus, les disparités en matière d'éducation[50] font que de nombreuses femmes se trouvent en situation de désavantage comparatif lorsqu'il s'agit d'étudier et d'utiliser les procédures, les démarches administratives et les dispositions légales dans les questions foncières et la politique locale.

De même, les femmes n'ont que des droits secondaires sur la terre en droit coutumier, les hommes de la famille servant d'intermédiaires (pour la vente, la location et l'héritage). Bien que les femmes exploitent souvent la terre, elles en sont rarement propriétaires. En moyenne, par contre, nos interlocuteurs estiment que les femmes assurent 80% de la production agricole. Cependant, les femmes ont trouvé des moyens de s'engager activement dans la politique et la société.[51]

---

[49] Si les femmes de Bashali et de Bwito sont souvent victimes de violences sexuelles, sexistes et autres, certaines d'entre elles rejoignent également les groupes armés, où elles atteignent parfois des rangs et des positions élevés. Un nombre non négligeable de femmes travaillent avec les groupes armés en tant qu'informatrices et d'autres vivent comme des épouses de militaires, soutenant (volontairement ou involontairement) les activités quotidiennes des groupes armés.

[50] Les moyens limités de scolarisation sont souvent invoqués pour que les garçons soient prioritaires par rapport aux filles.

[51] Nos interlocuteurs ont cité plus de 20 femmes qui seraient des membres actifs et dynamiques des organisations de la société civile à Kitchanga et Mweso. Certaines organisations de la société civile sont créées et dirigées par des femmes, souvent au-delà des clivages ethniques.

Les femmes sont régulièrement les premières à dénoncer les violences et à faire campagne pour inciter les combattants à sortir des forêts, ce qui défie les stéréotypes de victimisation. Les femmes parviennent à gérer une grande partie du petit commerce et du commerce de proximité, et représentent un grand nombre d'intermédiaires dans les chaînes d'approvisionnement (tout en assumant souvent des tâches exigeantes comme porteuses) ainsi que dans la régulation des institutions coutumières et étatiques, et ce malgré la discrimination dont elles sont victimes dans les affaires économiques et coutumières.

3.7 Résumé et conséquences socio-économiques

Les évolutions et continuités de la politique foncière, des coutumes et de l'identité ne sont pas uniquement des moteurs de la violence et de la contestation, elles influencent également les moyens de subsistance. C'est en ce sens que les conflits fonciers, coutumiers et identitaires sont également à l'origine de tensions socio-économiques plus larges et alimentent l'insécurité de plusieurs manières.

Premièrement, les conflits opposent les propriétaires terriens légaux (dotés de titres légaux et exploitant de grandes plantations ou des fermes d'élevage) et de fait aux paysans, qui sont menacés d'expulsion ou de spoliation et donc enclins à se mobiliser. Les acquisitions foncières (légales ou illégales, pacifiques ou par la force) suscitent des convoitises.

Deuxièmement, les affrontements occasionnels entre agriculteurs et éleveurs résultent de la rareté de la distribution, car les petits exploitants ne disposent que d'une faible marge de manœuvre pour éviter les activités des autres. De plus, les groupes armés limitent encore plus les espaces sûrs et accessibles. Si le gouvernement provincial a adopté en 2007 un plan visant à réaffecter les plantations abandonnées et à délimiter les terres arables, ses dispositions ne se sont pas encore concrétisées.

Troisièmement, les déplacements et la dépossession sont des facteurs favorisant la détérioration de l'agriculture. Les pillages fréquents et la taxation illégale par des institutions et autorités concurrentes réduisent encore les revenus et les moyens de subsistance des communautés. Il en résulte une

situation dans laquelle le coût de l'accès à la terre (à travers la location, les taxes et autres dépenses) dépasse souvent les revenus que les agriculteurs obtiennent d'un champ.

Quatrièmement, l'insécurité généralisée due aux conflits armés pousse les acteurs armés à négocier l'accès à la terre et la protection des activités agricoles. Dans une sorte de prophétie auto-réalisatrice, les affrontements déplacent initialement les populations ou restreignent l'accès aux terres agricoles et aux pâturages, qui sont à leur tour rétablis contre une taxe ou un tribut par les mêmes acteurs qui les rendaient impossibles auparavant.

Cinquièmement, en raison de la combinaison de ces dynamiques, le rôle des femmes est devenu de plus en plus difficile. Les femmes assument souvent la plupart des dépenses du ménage et sont les principaux piliers de l'économie de subsistance. Pour ce faire, elles parcourent de longues distances pour s'occuper de leurs champs et vendre leurs produits. Les femmes jouent également un rôle clé dans la coutume et en tant que gardiennes de l'ordre coutumier, mais elles sont plus exposées à la violence et souffrent d'un manque d'éducation.

En résumé, les tensions liées à la coutume et à l'identité, inspirées par les manœuvres politiques et cadres juridiques contradictoires, exacerbent ces phénomènes, ou leur attribuent un caractère ethnique. La politisation des problèmes qui en résulte complique les solutions pratiques aux problèmes tant politiques que techniques.

4 | La guerre, le déplacement et la dépossession

> Beaucoup de leaders de groupes armés bâtissent leur légitimité en exploitant les contradictions du système agraire à Masisi et Rutshuru. La défense du patrimoine foncier de la communauté est devenue un invariant de leur discours idéologique. C'est ainsi que, le Nord-Kivu est le prototype des sociétés agraires dont l'histoire est tissée des luttes entre les paysans, fermiers, locataires, métayers, colons, non détenteurs de leurs terres et les propriétaires non exploitants tels que les aristocrates, grands latifundiaires, bourgeois, citadins, collectivités laïques ou religieuses, ou l'État ; entre les propriétaires exploitants et « rentiers », entre les propriétaires résidents et non-résidents, entre propriétaires autochtones et non-autochtones. (Entretien avec un chef coutumier, juin 2020)

Si les conflits fonciers et relatifs à la nationalité font partie des causes profondes de l'instabilité à Bashali et Bwito, les incidents ultérieurs de guerre, de déplacement et de dépossession en sont les conséquences, qui à leur tour alimentent l'insécurité. Cette section examine certaines des dynamiques en jeu, en évaluant les facteurs endogènes et exogènes qui façonnent les continuités de la violence.

4.1 La condition de la guerre à Bashali et Bwito

La plupart des analyses de la guerre et l'insécurité ont souvent tendance à confondre violence et conflit. Si la violence est souvent ancrée dans le conflit, ce dernier n'est pas toujours violent. Les conflits s'entremêlent et tournent autour de questions sociales, politiques et économiques, mais la guerre et la violence ne sont pas omniprésentes ou permanentes dans l'espace et le temps. Dans ce domaine, la guerre est, dans une certaine mesure, une réponse à la multiplicité des institutions de réglementation qui conduit souvent à une impasse de revendications concurrentes et d'ensembles de règles pour trancher les désaccords. La mobilisation armée se fait en secret et à

travers des réseaux spécifiques (souvent mais pas toujours liés à l'ethnicité). Les acteurs politiques aux niveaux local, provincial et national jouent souvent le rôle de « pompiers-pyromanes ». La mobilisation cyclique est déclenchée par les dilemmes locales de sécurité et la continuité des conflits non résolus, et est aggravée par les efforts incomplets de démobilisation et stabilisation de la région (voir plus bas le point y relatif).

Dans un contexte de difficultés économiques, rejoindre des groupes armés ou s'en remettre à la protection des partisans est devenu une technique pour faire face aux problèmes et à l'insécurité. Pourtant, la violence ne cesse de fluctuer et l'insécurité de se déplacer. Très souvent, Bashali et Bwito sont considérés comme des zones où les meurtres et tueries se produisent au quotidien, mais il s'agit bien plus de zones d'une situation volatile et incertain, il y a des lieux spécifiques qui peuvent être violents et insécurisés à certains moments et pas à d'autres. Par ailleurs, bon nombre des dynamiques de gouvernance qui se chevauchent et font rivaliser les autorités publiques, y compris les groupes armés, les dirigeants politiques et coutumiers et leurs prétentions à faire régner l'ordre, ont été instaurées par la guerre. Un exemple particulièrement marquant est celui de la taxation comme moyen de générer des revenus et d'établir un contrôle sur les populations et leur mobilité. Cela conduit à une démocratisation du pouvoir de type étatique, à la prolifération des rackets de protection et d'extorsion, et à des techniques créatives *(« nyoka nyoka », « coop » ou « le système »*) de collusion à la fois par les taxateurs et les taxés.

4.2 Réfugiés, déplacés internes et cas imprécis

La migration est un facteur principal qui influence la contestation plus large du foncier et de la nationalité à Bashali et Bwito. Pourtant, il est essentiel d'examiner différentes dynamiques et de comprendre la spécificité temporelle, politique et économique liée à ces déplacements (Mathys et Buescher 2019). Comme le souligne ce rapport, des vagues de migration intenses ont été observés à différents moments de l'histoire. Respectivement, ces différentes vagues de migration continuent de contribuer à des frictions permanentes. De plus, les violences régulières à Bashali et Bwito ont entraîné de nouveaux déplacements, touchant souvent les mêmes personnes de manière répétitive.

Les questions relatives aux réfugiés, aux déplacés et aux autres populations migrantes sont liées aux conflits d'identité et de citoyenneté. Si les migrations avant l'indépendance sont alimentées par l'incertitude entre des lois changeantes et les récits politiques, les déplacements plus récents ont été compliqués par l'absence de recensement. Comme cela a été mentionné plus haut, les principales vagues de migration autour de Bashali et Bwito ont été la migration forcée avant et pendant le MIB et l'arrivée de réfugiés avant 1960. Ces vagues et d'autres vagues précoloniales font encore l'objet d'un débat acharné. Si l'on pourrait affirmer, d'un point de vue temporel, que ceux qui sont arrivés et se sont installés avant 1960 sont des congolais, cette affirmation repose sur la logique du *ius solis*, tandis que les communautés soi-disant autochtones invoquent des définitions étroites du *ius sanguinis*, affirmant que de nombreux Banyarwanda arrivés pendant la période coloniale ne pourraient pas bénéficier de la nationalité. Tout cela reste contesté, car cette interprétation manque aussi de cohérence, puisque les migrations précoloniales, l'établissement des frontières et le déplacement des zones de contrôle entre les royaumes et d'autres entités se sont produits en l'absence de frontières nationales, indépendantes et souveraines.

En 1994, l'arrivée des réfugiés rwandais et des génocidaires a encore ébranlé davantage cette équation fragile de la citoyenneté et de l'appartenance. Ni le HCR ni le gouvernement zaïrois n'ont jamais effectué de recensement fiable, mais l'identité des citoyens rwandais vivant à l'Est de la RDC se confond depuis avec les Banyarwanda congolais. Le HCR a tenté de combler cette lacune en introduisant la technologie biométrique vers 2015. Cependant, en l'absence d'une base de référence solide, cette expérience n'a pas abouti. Parmi ses impacts les plus significatifs, elle a contribué à une scission au sein des FDLR en 2016, où la politique des réfugiés est un sujet de grande importance. De nombreux membres des FDLR et leurs dépendants ont obtenu des cartes d'identité congolaises et, étant donné la situation de majorité politique au Rwanda, n'ont guère l'ambition de rentrer tous en bloc. Cela reste à son tour un scénario sans issue pour Kigali, qui a toujours exclu toute négociation politique avec les groupes successeurs du gouvernement génocidaire. En outre, comme pour les vagues de migration précédentes, même les Rwandais qui sont entrés au Zaïre en 1994 ont maintenant des enfants adultes qui sont nés et ont grandi au Congo et n'ont jamais visité la

patrie de leurs (grands-)parents. Les exercices de recensement postérieur qui ne disposent pas d'une base de référence complète sont incapables de rendre compte de cette dynamique.

4.3 Généalogies de la mobilisation réciproque

Le conflit violent qui sévit à l'Est de la RDC va bientôt entrer dans sa troisième décennie, et la mobilisation armée est devenue cyclique et répétitive. La guerre de Masisi de 1993 est considérée par de nombreux observateurs comme une continuation de la guerre Kanyarwanda des années 1960. De plus, les milices des années 1990 (voir ci-dessus) ont fait place à de futures mobilisations, dont celles des PARECO et de différents groupes Nyatura, Mai-Mai et Raia Mutomboki dans les années 2000 et plus tard. Une autre évolution historique remonte aux débuts du FPR et de l'AFDL, qui ont ensuite donné naissance au RCD avec le TPD, le CNDP et le M23. En raison de l'intégration de l'armée, les FARDC font aussi partie de l'évolution généalogique plus récente des belligérants, comptant de nombreux ex-combattants dans leurs rangs. Le gouvernement congolais est souvent critiqué pour le fait qu'en plus des hiérarchies formelles et parallèles au sein de l'armée et de la police, un nombre important de soldats et de policiers ont des loyautés multiples, y compris envers des patrons en dehors de la chaîne de commandement, des communautés ou des chefs coutumiers. En outre, les mutualités sont souvent accusées de soutenir ou d'entretenir la mobilisation armée, surtout lorsque des groupes armés imitent leurs noms (par exemple, MAGRIVI, le TPD mais aussi Kyaghanda Yira).[52]

---

[52] Si de tels liens existent, la plupart des mutualités prennent leurs distances avec les milices réelles ou gardent leur soutien informel et caché. Dans le contexte de Bashali et Bwito, les cas de la MAGRIVI et du TPD illustrent cette dynamique. C'est dans les années 1980 que la MAGRIVI a été créée par des Banyarwanda (principalement des Hutu) désireux de mieux formuler leurs revendications. Dans les années 1990, cependant, la mobilisation hutu connue sous le nom de « Combattants » et GACI se faisait souvent appeler MAGRIVI. Si certains modes de recrutement étaient étroitement liés à la mutualité, les principaux dirigeants de la MAGRIVI ont catégoriquement réfuté l'idée que ces milices soient de simples ailes armées de leur organisation. Un scénario similaire s'est produit avec le TPD. Visant à encourager la « rwandophonie » et bénéficiant du soutien tacite de Kigali, le TPD est devenu en quelque sorte la branche de la société civile du RCD. De nombreux dirigeants ont fait partie à la fois du TPD et du RCD. Si le TPD a probablement soutenu le recrutement et l'approvisionnement du RCD (même si certaines sources l'ont nié), il a peut-être joué un rôle plus important en aidant à la création de plusieurs forces de défense locale qui ont servi de satellites locaux au RCD.

En effet, il y a à la fois fragmentation et convergence dans la généalogie de la mobilisation armée. A un moment donné, certains *Mongols* se sont retrouvés dans le RCD et le TPD mais ont ensuite changé de camp pour co-fonder le PARECO aux côtés des ailes dirigées par les Hunde et les Nande (la future APCLS de Janvier Karairi et l'UPCP de Kakule Sikuli Lafontaine). D'autres ailes du RCD ont refait surface comme le CNDP de Laurent Nkunda et le M23 de Sultani Makenga et Bosco Ntaganda. Si les branches Hutu des PARECO ont engendré une multitude de factions Nyatura, certaines d'entre elles sont alliées aux FDLR-FOCA tandis que d'autres s'y opposent ou ont conclu des accords avec certaines des scissions des FDLR. D'autres groupes sont des milices formées par d'anciens ouvriers avec un agenda très local ou de petits groupes liés à des villages (Bohoza, Gatuza, Vutura, etc.). D'autres acteurs des ex-PARECO, comme l'APCLS et des individus comme Lafontaine, ont continué à collaborer avec succès avec les FDLR.

Des dynamiques similaires ont été observées ces dernières années. Le NDC-Rénové, dirigé par Guidon Shimiray, est issu de l'ancien NDC de Sheka, une milice Nyanga basée à Walikale. Le groupe a fait son apparition en 2014 et est devenu l'un des groupes armés les plus puissants de l'Est de la RDC. Non seulement il a rapidement gagné du terrain grâce à un savant mélange de taxation, de propagande et d'une assez bonne cohérence interne, mais il a également modifié le paysage global des milices.[53] Il a été capable de provoquer des scissions dans d'autres groupes pour renforcer ses propres rangs. Le groupe Mai-Mai de Lafontaine a été dissous, entraînant l'émergence des Mazembe, dont beaucoup ont été absorbés par le NDC-Rénové. Plus tard, l'APCLS s'est divisé en une aile dirigée par Karairi et une faction rivale dirigée par Mapenzi, qui a peu après rejoint le NDC-Rénové, tout comme certains groupes Nyatura. Enfin, les unités des FARDC soutenant le NDC-Rénové étaient essentiellement dirigées par des commandants ayant un passé au RCD ou au CNDP, ce qui reflète l'hétérogénéité des FARDC. Tout ceci est continuellement renforcé par les dilemmes de sécurité locaux et par une certaine acrobatie politique.

[53] La percée du NDC-Rénové et l'absorption de nombreux autres groupes ainsi que sa disparition et sa division en deux factions à la mi-2020 auraient été fortement influencées par des politiciens provinciaux et des officiers supérieurs de l'armée (Congo Research Group 2020, Sungura et al. 2020b).

4.4 L'insécurité, un frein au développement

Le manque de certitude découlant à la fois de conflits fonciers et identitaires bien ancrés, et des mobilisations armées récurrentes, favorise une accumulation violente. Si la réforme agraire, les changements démographiques et la dépossession ont engendré le chômage rural au profit des économies de concession, les puissants propriétaires fonciers et les autorités coutumières ont souvent vu dans la mobilisation armée un moyen de faire valoir leurs revendications. De nos jours, ces acteurs se livrent au recrutement en instrumentalisant des récits contradictoires sur l'autochtonie, tirant profit des pratiques « d'altérité » et de la misère généralisée qui ne cesse de pousser les jeunes dans les rangs des groupes armés. De plus, la faiblesse et la partialité perçue des services de sécurité de l'État, ainsi que la militarisation globale de la vie sociale, politique et économique à Bashali et Bwito, font que les institutions de l'État sont vues comme parties prenantes aux conflits.[54] Les groupes armés et les forces de sécurité de l'État se livrent à la taxation illégale de la production et du commerce locaux. Dans de nombreuses régions, les groupes armés ont remplacé les institutions étatiques dans la taxation des mouvements et des biens afin de financer leur lutte armée. Il existe de nombreux barrages routiers à Bashali et Bwito (qui remontent à des stratégies précoloniales et coloniales de contrôle des mouvements) et différents types de tributs et de taxes (Cercle de Concertation 2019 ; Schouten 2019). Si cela représente des revenus substantiels, cela a aussi contribué à une récession au sein des communautés en diminuant les revenus de l'agriculture. De plus, la situation volatile des alliances, des scissions et du contrôle territorial a un impact sur la planification et la certitude pour les populations locales. Les taxes et barrages routiers sont variables et dans de nombreux endroits les communautés sont confrontées à une prédation simultanée de la part de différents acteurs, ce qui entraîne une taxation multiple.

[54] Les questions d'effectifs et de salaires au sein de l'armée et autres services de sécurité ont renforcé ces tendances, ainsi que les vagues d'intégration dans l'armée et l'utilisation des milices comme forces supplétives, comme l'illustre les cas du NDC-Rénové. Ces dynamiques reflètent aussi les stratégies des groupes armés : les FDLR sous-traitent les groupes Nyatura auxquels elles fournissent des formations en échange de leur loyauté et de l'externalisation des opérations militaires.

Le développement économique et social est ainsi affecté par la violence, sous forme d'opérations militaires et taxation illégale. Si la guerre n'est pas seulement destruction par défaut mais aussi un catalyseur de transformation sociale, son effet immédiat sur l'activité sociale et économique est souvent négatif. L'imposition violente des taxes à Bashali et Bwito fait qu'il est extrêmement difficile pour les petits agriculteurs ou commerçants de générer des excédents à réinvestir dans des activités futures plus diversifiées. Le déplacement des populations est un facteur aggravant, qui oblige les agriculteurs et d'autres personnes à abandonner leurs activités et à se tourner vers des métiers plus mobiles, tels que l'exploitation minière ou le commerce, qui s'accompagnent souvent d'une faible valeur ajoutée et d'une faible transformation locale, ce qui limite le potentiel de la région à développer des économies plus résilientes.

Cette situation aggrave les problèmes de santé et d'éducation, ce qui conduit à des scénarios dans lesquels les populations sont piégées par la nécessité de survivre au lieu d'avoir l'espace nécessaire pour utiliser leurs capacités et leurs talents, ou pour favoriser les progrès de l'éducation pour les générations futures. En définitive, la prédation armée exige des producteurs et des commerçants locaux qu'ils investissent du temps et des moyens dans l'exécution du *nyoka-nyoka* et de l'article 15 pour se déplacer et négocier des compromis avec les acteurs autant légaux qu'illégaux. Les percepteurs de taxes et les pilleurs de biens doivent à leur tour fournir à leurs supérieurs l'essentiel du butin sous forme *d'opération retour*, ce qui conduit à un paradoxe : les prédateurs directs n'en profitent que très peu et sont donc contraints de poursuivre leur prédation pour s'en sortir.

5 | Le DDR et la stabilisation : tragédie ou un chemin vers la paix ?

Les efforts internationaux et nationaux visant à résoudre le dilemme de l'insécurité à Bashali et Bwito ont donné lieu à un large éventail d'outils de consolidation de la paix et de développement, notamment des réformes économiques, un engagement politique et des solutions militaires. Cette section examine deux approches principales dans lesquelles les partenaires internationaux ont joué un rôle : le DDR et la stabilisation. Ces mesures sont inscrites dans des agendas multidimensionnels réunissant le gouvernement congolais, les bailleurs de fonds internationaux et la mission de maintien de la paix des Nations Unies MONUSCO, comme dans le cadre des programmes ISSSS et STAREC. Le DDR, quant à lui, est le plus souvent réalisé dans le cadre de programmes nationaux financés par des bailleurs de fonds internationaux.

Si la stabilisation menée par l'ONU fonctionne selon une approche régionale, géographique et des zones prioritaires respectives, le DDR a été organisé dans des programmes nationaux avec une stratégie globale évolutive. Les principaux programmes de DDR menés en RDC ont consisté en trois programmes nationaux successifs (CONADER 2004-2007, UEPN-DDR 2009-2011 et PNDDR 3 2014-17), des initiatives spécifiques (DCR pour l'Ituri, le Programme Amani d'Abbe Malumalu, ou le récent programme CVR de la MONUSCO), et le programme onusien pour les combattants étrangers, appelée DDRRR. Si ce dernier programme a connu un certain succès grâce à l'adhésion des gouvernements de la région, plus particulièrement le Rwanda, les programmes nationaux ont souvent été caractérisés par la corruption,

des stratégies apolitiques et la négligence, et les initiatives plus modestes par leur manque de pertinence.[55]

5.1 Recyclage de rebelles et retour circulaire

« Le recyclage de rebelles » et le « retour circulaire » des combattants (Vogel et Musamba 2016 ; Vlassenroot et al. 2020) sont deux dynamiques complémentaires qui compliquent le DDR. « Le recyclage de rebelles » est un phénomène motivé par la manipulation des programmes de DDR, conduisant à un re-recrutement des combattants démobilisés dans des groupes armés existants ou nouveaux ou ,dans des conditions opaques, dans l'armée nationale. Si l'intégration globale des groupes rebelles a cessé depuis 2010, de petits contingents de combattants sont encore régulièrement intégrés de manière accélérée et se retrouvent souvent sous un commandement discrétionnaire dans l'armée. Cela a contribué à l'échec à long terme des programmes de DDR, les observateurs les considérant souvent comme une mascarade sans résultats :

> Plutôt que de résorber la problématique armée, cependant il créa des effets de recyclage de rebelles. [...] En vue des facteurs soulignés ci-dessus, le DDR n'offrait pas une contrepartie avantageuse individuellement ou collectivement aux groupes armés et, sur le terrain. Le processus de formation, centré sur la réinsertion socio-économique du combattant, ne tenait pas compte des barrières et/ou des droits d'accès imposés aux acteurs dans certains champs et aux individus qui veulent y entrer. (Entretien avec un chef de groupe armé, juin 2020)

L'absence de prise en charge des combattants, que ce soit pendant les phases initiales de pré-cantonnement ou plus tard dans le cadre de la réintégration ou de la formation professionnelle ou militaire, est un facteur aggravant qui facilite le nouveau recrutement de combattants. Dans les camps de transit, les combattants manquent souvent d'orientation et de supervision. Bien souvent, des considérations politiques stratégiques entravent les efforts de démobilisation. Dans le cas de Bashali et Bwito, cela s'est produit, par

[55] Certes, les trois programmes nationaux de DDR mis en œuvre depuis 2004 ont permis la démobilisation de plus de 100 000 combattants au total, mais le succès demeure mitigé, car de nombreux groupes armés continuent d'exister et d'émerger, recrutant souvent à nouveau des ex-combattants.

exemple, avec le NDC-Rénové, un allié des FARDC, qui a bénéficié d'un recyclage guidé et actif de plusieurs groupes armés qui se sont rendus et dont les combattants ont été canalisés dans les rangs du NDC-Rénové, comme dans le cas de Kavumbi.

Le fait de ne pas mettre l'accent sur la politique et la sociologie de la mobilisation armée est une deuxième conséquence d'un DDR mal orienté. L'idée du « retour circulaire » (Vlassenroot et al. 2020) insiste sur la nécessité de comprendre comment les combattants naviguent dans de multiples espaces sociaux, y compris celui de la mobilisation armée mais aussi la famille, la coutume et d'autres sphères de relations sociales. Ce concept fait ressortir les choix individuels et les réflexions des combattants qui organisent leur vie au sein et en dehors des groupes armés. Les dilemmes de sécurité et les dynamiques de violence et d'insécurité propres à chaque lieu jouent un rôle clé dans les choix collectifs et individuels des combattants. La lutte armée n'étant pas la seule et unique vocation de leurs vies, leurs décisions de rejoindre et de quitter les groupes armés reposent sur un raisonnement stratégique quant aux conséquences respectives, y compris les facteurs suivants :

> Toute opération de désarmement par la force dans le temps faisait des victimes indirectes dans la mesure où les différents groupes étaient installés dans les zones habitées par des citoyens congolais et utilisaient notamment leurs femmes et leurs enfants, comme des boucliers humains. Par ailleurs, la réinsertion ne tient compte ni des relations entre les combattants et la société d'accueil (souvent leur milieu d'origine), ni des raisons initiales et locales pour la mobilisation armée. Conscients de leur activisme associé aux problèmes ci-haut évoqués, d'autres groupes armés diversifient les stratégies de refus d'adhésion au processus alors que d'autres combattants se sont rendus au processus après des affrontements. (Entretien avec un leader communautaire, juin 2020)

Le caractère répétitif des initiatives de DDR a contribué à une dynamique de retour circulaire. Si les combattants savent que les programmes de DDR représentent une opportunité à court terme grâce à la fourniture de « kits », et des chances à plus long terme de recrutement lucratif dans l'armée (qui peut à son tour théoriquement bénéficier à leur communauté en cas de redéploiement dans cette dernière), les combattants sont tout aussi conscients des pièges découlant de la faiblesse des politiques de réintégration, de la

manipulation par l'armée et du risque d'être envoyés loin de leur famille et de leur communauté. Les combattants développent donc des tactiques pour naviguer entre la mobilisation et la démobilisation, entre la vie de combattant et la vie civile.

5.2 Interventions (in)appropriés ?

> Malgré le besoin d'un programme local de construction de la paix, la MONUSCO n'a pas beaucoup innové la stabilisation. Par exemple, en 2014, l'Unité d'Appui à la Stabilisation auprès de la MONUSCO a refusé de contracter les organisations locales pour l'analyse de contexte des zones prioritaires de stabilisation en leur préférant les organismes internationaux. [...] le gouvernement et la MONUSCO se complaisent maintenant dans une sensibilisation vague à la cohabitation pacifique, donnant ainsi l'impression que les communautés ethniques victimes des groupes armés sont elles-mêmes les bourreaux. (Entretien avec un politicien, juin 2020)

Cette critique met en évidence les défis de la stabilisation. Le cas de Kitchanga en est un excellent exemple. Elle a été la première « zone prioritaire » identifiée conjointement par le STAREC et l'ISSSS depuis 2014 et l'est restée depuis. Les personnes interrogées de différents horizons s'accordent à dire que les résultats de la stabilisation sont négligeables par rapport aux moyens investis, qualifiant l'ISSSS plutôt de « bruit » des parties prenantes qui pensent pouvoir « sauver Kitchanga ». Cet échec est lié à l'ensemble des dynamiques du conflit, entremêlées et à plusieurs échelles, incarnées par 150 ans de contestation, de mouvements migratoires et de violence. Le fait que le processus de stabilisation se déroule à un moment où la déstabilisation se poursuit (qu'elle soit liée à des conflits géopolitiques, à l'exploitation violente ou à la fourniture d'armes et de munitions) est une autre raison. Tout comme le DDR, la stabilisation est censée soutenir la reconstruction *post*-conflit, mais elle n'est pas suffisamment équipée pour fonctionner *pendant* un conflit. Un autre défi est la méfiance généralisée des communautés et les perceptions de partialité de la part des intervenants. Cette section présente quelques projets clés menés dans le cadre de l'ISSSS/STAREC par l'unité de soutien à la stabilisation de la MONUSCO ou par des organisations partenaires associées.

Le premier projet est *Njia za Makubaliano*. En deux phases, ce programme a mis l'accent sur le dialogue démocratique, l'un des piliers de l'ISSSS, et sur

la réhabilitation des infrastructures pour faciliter le processus politique. Le projet *Njia za Makubaliano* a été exécuté par un consortium composé d'International Alert, Pole Institute et deux organisations partenaires au niveau de Kitchanga. Avec un budget d'environ 2 millions de dollars, il a consacré l'essentiel de ses efforts à générer des changements à long terme dans la gestion des conflits et de l'accès à la terre, par le biais de coopératives, de la redynamisation du pouvoir coutumier (en particulier le retour du mwami de Kikuku) et du soutien à l'agriculture pour augmenter la productivité et les revenus des communautés. En appuyant les structures locales, le programme vise à créer une appropriation communautaire de la transformation des conflits. Il comportait également des initiatives de type « work for cash », telles que la réhabilitation du bâtiment de la chefferie à Bwito et la construction de la route Kirima-Bambu. Cependant, des critiques ont fait état du fait que ce projet a involontairement offert des opportunités aux propriétaires fonciers, ce qui a pu implicitement renforcer leur influence, contrairement à des projets comme FARM (voir plus bas).

Pamoja kwa amani na maendeleo, mis en œuvre par un consortium composé de divers organes des Nations unies et d'organisations locales à Bashali et Bwito, constitue un deuxième programme clé de l'ISSSS. Ce programme, axé sur les conflits fonciers, les questions de genre et la réduction de la violence, a été mis en œuvre sous la supervision des ministères nationaux de la planification et de la gouvernance foncière et d'autres ministères de tutelle. De manière consensuelle, le programme cherchait à trouver des solutions aux conflits locaux avec une implication effective et une participation locale. Il a élaboré des stratégies pour la mise en place d'un cadre institutionnel propice à la bonne gouvernance et au développement durable. On peut également citer STEP, un programme qui associe la consolidation de la paix à la gouvernance environnementale. En deux phases (phase 1 depuis 2014 et phase 2 à venir), il adhère au pilier de l'ISSSS sur le retour, la réintégration et le relèvement socio-économique, à travers la création des CLPC (comités locaux permanents de conciliation) et du projet *Pamoja inawezekana*, mené par le consortium CISPE sous l'égide de l'OIM avec Cordaid et VNG International.

Un dénominateur commun de ces différents programmes est leur alignement stratégique avec les différents piliers de l'ISSSS et la stratégie globale

du STAREC. Certains exemples révèlent toutefois à quel point l'agenda de stabilisation est précaire, perçu comme une intervention partielle, inutile ou carrément négative (voir Sungura et al. 2020a), accentuant la méfiance.

Le projet FARM, mené par Mercy Corps, en est un exemple. Il visait à soutenir la subsistance et à favoriser la paix et la stabilité autour du conflit foncier à Bwito et Bashali, en mettant l'accent sur la réduction de l'impact des groupes armés et sur l'atténuation des tensions entre les petits exploitants et grandes concessions. Le projet FARM a réussi à obtenir des titres fonciers pour des milliers d'agriculteurs, à introduire des titres fonciers collectivisés et, dans certains cas, à convaincre les propriétaires fonciers de céder des terres aux agriculteurs. Pourtant, plusieurs interlocuteurs ont souligné que le projet FARM était source de tensions, car il était perçu par les populations locales comme favorisant les grands propriétaires terriens et contribuant à la mobilisation armée dans les zones cibles. Il est difficile de savoir dans quelle mesure des circonstances difficiles, comme la montée en puissance du NDC-Rénové et sa guerre contre les FDLR et la CMC, ou une programmation inappropriée et peu sensible au contexte, ont été à l'origine des échecs. Néanmoins, cela renforce les critiques plus générales. Les représentants des communautés et les élites locales ont tendance à se plaindre des acteurs externes de la stabilisation en raison d'un manque d'inclusivité, ce qui entraîne une perte de mémoire institutionnelle et la répétition des erreurs.[56]

5.3 Récupération politique des projets de pacification

La stabilisation est une approche technique face à des problèmes politiques. Le DDR partage le même défi. Les interventions apolitiques dans les zones de conflit ont de multiples répercussions qui peuvent rendre les efforts futiles au mieux ou contre-productifs au pire. La longue durée des tensions autour de Kitchanga est un exemple où ces risques sont particulièrement élevés.

[56] Parmi les exemples, citons les recommandations formulées lors de différentes tables rondes de l'ISSSS, où les experts locaux ont suggéré d'encourager les solutions consensuelles aux conflits coutumiers au sein et au-delà des groupes ethniques, et d'insister davantage sur la nécessité de (re)construire la notion et la pratique de l'autorité de la chefferie en tant que gardienne de la coutume et de la gouvernance foncière, et non en tant qu'acteur politisé impliqué dans des conflits s'y rapportant.

Même les chercheurs, analystes et acteurs humanitaires expérimentés, tant au Congo qu'à l'étranger, se heurtent aux multiples facteurs de conflit qui s'entrelacent et aux nombreux récits contradictoires des différentes parties prenantes (chacun pouvant être parfaitement logique sous un angle donné et sembler valide dans ses griefs et préoccupations, mais demeurant néanmoins contradictoire). Les efforts de stabilisation sont donc très sensibles aux différentes formes de récupération.

Divers concepts ont été élaborés par les sciences sociales pour décrire la récupération et la manipulation des efforts de paix par les élites, notamment les « stratégies d'extraversion » (Bayart 2000) et la « politique du miroir » (Chabal et Daloz 1999). Ces idées laissent entendre que l'aide étrangère est une ressource en soi, et que les élites ont donc intérêt à ce qu'elle soit fournie de manière continue, sans mettre en danger d'autres objectifs politiques.

Par ailleurs, les institutions étatiques congolaises sont confrontées à des défis importants en termes de clientélisme, ce qui entraîne à la fois la corruption et le détournement de fonds ainsi qu'un manque de neutralité dans la gestion des conflits. Pourtant, les institutions publiques font partie intégrante des programmes de DDR et de stabilisation, souvent en tant que partenaires clés des bailleurs de fonds internationaux, agences des Nations Unies et ONG. Il en va de même pour la conservation, comme le montre l'exemple du parc national des Virunga.

Des conséquences inattendues découlent également des tendances théoriques de la consolidation de la paix et de la stabilisation. Si de tels projets se concentraient presque exclusivement sur la restauration de l'autorité de l'État, ce n'est plus qu'un pilier de la stratégie actuelle de l'ISSSS. Au contraire, les initiatives ascendantes et la prise en compte des acteurs non étatiques tels que les autorités coutumières ont trouvé leur place dans la doctrine de la stabilisation. Pourtant, une fois encore, les approches ascendantes de l'analyse et de la résolution des conflits sous-estiment la nature multidimensionnelle du conflit et les multiples effets dévastateurs qui en découlent.

Les interlocuteurs de Bashali et Bwito ont toutefois souligné que le pouvoir coutumier est souvent au cœur de la contestation, que ce soit dans les

conflits intra ou inter-communautaires (Verweijen et van Bockhaven 2020 ; Hoffmann et al. 2020). Les projets qui renforcent ou rétablissent l'autorité coutumière risquent donc d'être perçus comme partiaux et peuvent aller à l'encontre de toute méthodologie « do no harm » en aggravant encore les tensions. Si le soutien de l'ISSSS au Mwami Bukavu de Bwito était fondé sur la compréhension de sa légitimité, cela ne reflète pas nécessairement l'unanimité de la chefferie de Bwito dans son ensemble.

Pour finir, la situation à Bashali et Bwito est mitigée après des années d'activités de l'ISSSS, en partie à cause des multiples facteurs endogènes et exogènes qui façonnent les programmes de consolidation de la paix et de stabilisation. Si la phase 1 s'est concentrée sur une intervention plus technique-infrastructurelle, la phase 2 était orientée vers des activités plus sensibles à la politique. Il est sans doute encore trop tôt à ce stade pour mener une évaluation comparative à plus long terme des deux phases.

6 | Conclusion

Les cycles de guerres au Nord-Kivu ont associé de multiples conflits locaux à des confrontations plus larges en Afrique centrale depuis le début des années 1990. Trente ans plus tard, la région reste un sanctuaire pour tout un éventail de belligérants de plus en plus fragmenté. En proie à des conflits fonciers, identitaires et politiques, Bashali et Bwito constituent un épicentre de contestation où une multitude d'héritages historiques sont sans cesse invoqués, contestés et réinterprétés dans un contexte d'insécurité permanente.

La situation de la région est, depuis plus de 150 ans, une arène de ruptures et de continuités sur les questions de nationalité (octroyée puis refusée à maintes reprises) et de compétition sous la forme de « courses de pouvoir » (Hoffmann et al. 2020). Ces clivages sont enracinés dans les trajectoires (post) coloniales de manipulation, de dépossession et de déplacement, et amplifiés par la personnalisation du pouvoir et la mauvaise gouvernance. Après avoir développé ces questions, le présent rapport formule plusieurs conclusions :

Premièrement, le régime foncier et l'accès à la terre, ainsi que les inégalités et les incertitudes qui y sont associées, restent une cause fondamentale de violence. Les changements démographiques et les chocs régionaux amplifient ces problèmes. Le pluralisme légale et la politique contestée ont poussé à la mobilisation armée et aggravé les périls de subsistance et la gestion des tensions entre les populations, les élites et les propriétaires fonciers.

Deuxièmement, le conflit à Bashali et Bwito est particulièrement volatil. Les belligérants, dont beaucoup sont sensibles aux changements politiques locaux, à la dynamique de la population et à la rivalité entre les élites, émergent, se divisent, coagulent ou se transforment de façon constante. Cela fait que la violence armée dans la région est inextricable et que les parties prenantes locales et externes ont souvent du mal à comprendre l'ensemble des moteurs de la mobilisation armée.

Troisièmement, la violence et l'insécurité sont en quelque sorte « périethniques ». Elles ne sont pas ethniques par défaut, mais bien souvent mobilisées, provoqués, selon des critères ethniques. Ceci n'est pas particulier à Bashali et Bwito mais confirme à nouveau que l'identité peut devenir un répertoire pour la manipulation politique et la mobilisation armée. De plus, de nombreux conflits se produisent au sein (et non entre) des communautés ethniques, souvent liés à des conflits de pouvoir coutumier et de succession, et sont parfois déclenchés par la dynamique politique.

Quatrièmement, le facteur ethnique reste important car il est fortement lié à la contestation de l'identité (un facteur clé dans les questions d'accès à la terre et à la propriété, ainsi que dans les revendications de reconnaissance et les luttes pour la [re-]définition de l'histoire). Cela entraîne la privatisation de la responsabilité politique et son isolement au sein de groupes spécifiques, ce qui favorise des propos « d'altérité ».

Cinquièmement, la consolidation de la paix et la stabilisation ont été entravées par la longue durée d'un régime colonial violent et raciste, tant au niveau national qu'au niveau des chefferies. En revanche, elle a engendré des continuités de contestation. Les groupes armés et d'autres forces sociopolitiques y ont contribué en imposant leurs propres systèmes de gouvernance concurrents. L'action humanitaire étrangère et la consolidation de la paix ont contribué à la violence en déplaçant la responsabilité et en réorganisant la négociation des contrats sociaux. Elles risquent de reproduire les modèles (post)coloniaux d'ingérence dans la gouvernance coutumière, si elles ne sont pas soigneusement repensées.

Sixièmement, les dilemmes de sécurité locale et le manque de DDR et de RSS durables et inclusifs ont contribué à des longues généalogies de mobilisation armée entremêlées. De plus, la présence fluctuante mais historique de parties prenantes étrangères au conflit constitue un déclencheur supplémentaire, incitant à l'autodéfense populaire et compliquant le conflit entre les populations locales et leurs groupes armés respectifs.

7 | Bibliographie

AAB (1 Bayart, Jean-François (2000): *Africa in the world. A history of extraversion*. African Affairs 99(395): 217–267.

Benda-Beckmann, Franz von & Benda-Beckmann, Keebet von (2013): *The Dynamics of Change and Continuity in Plural Legal Orders*. The Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law 38(53/54): 1–44.

Bouvy, Alexis; Batumike Eric and Stanislas Bisimwa (2021): *La paix des armes in North Kalehe. Stabilization, demobilization and the continuous reconfiguration of armed groups.* Insecure Livelihoods Series, GIC Network, Gent.

Bucyalimwe Mararo, Stanislas (1997): *Land, Power, and Ethnic Conflict in Masisi (Congo-Kinshasa), 1940s–1994*. The International Journal of African Historical Studies 30(3): 503–538.

Callaghy, Thomas (1984): *The State-Society Struggle: Zaire in Comparative Perspective*. Columbia University Press, New York.

Cercle de Concertation (2019): *Les acteurs armés non-étatiques et les chaînes de valeur agricole. Etude sur Bashali et Bwito, Nord-Kivu*. Unpublished report, Geneva Call.

Chabal, Patrick & Daloz, Jean-Pascal (1999): *Africa Works. Disorder as Political Instrument*. James Currey, London.

Congo Research Group (2020): *For the army, with the army, like the army. The Rise of Guidon Shimiray and the NDC–Rénové in the Eastern Congo*. New York University, New York.

Des Forges, Alison (2011): *Defeat is the Only Bad News. Rwanda under Musinga, 1896–1931*. University of Wisconsin Press, Madison.

Gobbers, Erik (2016): *Ethnic associations in Katanga province, the Democratic Republic of Congo: multi-tier system, shifting identities and the relativity of autochthony*. Journal of Modern African Studies 54(2): 211–236.

Fairhead, James (1992): *Paths of authority: Roads, the state and the market in Eastern Zaire*. European Journal of Development Research 4(2): 17–35.

Hoffmann, Kasper; Vlassenroot, Koen and Emery Mudinga (2020): *Courses au pouvoir: the struggle over customary capital in the eastern DRC*. Journal of Eastern African Studies 14(1): 125–144.

Hoffmann, Kasper (2019): *Ethnogovernmentality: The making of ethnic territories and subjects in Eastern DR Congo*. Geoforum, online first.

Jackson, Stephen (2007): *Of "Doubtful Nationality": Political Manipulation of Citizenship in the DR Congo*. Citizenship Studies 11(5): 481–500.

Kitonga, Limbo (2020): *Analytical memory report on conflict and insecurity in Bashali/Bwito*. Unpublished.

Life and Peace Institute (2014): *Pour que les Bashali fument le calumet de la paix*. LPI, Bukavu.

Marijnen, Esther (2018): *Public Authority and Conservation in Areas of Armed Conflict: Virunga National Park as a 'State within a State' in Eastern Congo. Development & Change* 49(3): 790–814.

Marijnen, Esther & Verweijen, Judith (2018): *Pluralizing political forests: Unpacking 'the state' by tracing Virunga's charcoal chain*, Antipode 52(4): 996–1017.

Mathieu, Paul and Mafikiri, Tsongo (2000): *Enjeux fonciers, déplacements de populations et escalades conflictuelles*. Cahiers Africains 39. L'Harmattan, Paris.

Mathys, Gillian (2014): *People on the move. Frontiers, borders, mobility and history in Lake Kivu region, 19th–20th century*. PhD thesis, Ghent University.

Mathys, Gillian (2017): *Bringing History back in: Past, present, and conflict in Rwanda and the eastern Democratic Republic of Congo*. Journal of African History 58(3): 465–487.

Mathys, Gillian and Buescher, Karen (2018): *Urbanizing Kitchanga: spatial trajectories of the politics of refuge in North Kivu, Eastern Congo*. Journal of Eastern African Studies 12(2): 232–253.

Mathys, Gillian and Buescher, Karen (2019): *Politique D'urbanisation, Déplacement Interne Et Conflit Armé Dans l'Est De La RDC: L'histoire De Kitchanga." Conjonctures De l'Afrique Centrale* 93: 103–126.

Mbamba, Murenzi (2020): *Analytical memory report on conflict and insecurity in Bashali/Bwito*. Unpublished.

Mugangu, Séverin (2008): *La crise fonciere a l'est de la RDC*. L'Afrique des Grands Lacs: Annuaire 2007/2008, pp. 385-414.

Ndeze, Ndakasi (2020): *Analytical memory report on conflict and insecurity in Bashali/Bwito*. Unpublished.

Newbury, David (2009): *The Land Beyond the Mists: Essays on Identity and Authority in Precolonial Congo and Rwanda*. Ohio University Press, Columbus.

Nzabandora, Joseph Ndimubanzi (2003): *Histoire de conserver: Evolution des relations socio-économiques et ethnoécologiques entre les parcs nationaux du Kivu et les populations avoisinantes (RDC)*. Université Libre de Bruxelles.

Rugambwa, Hadji (2020): *Analytical memory report on conflict and insecurity in Bashali/Bwito*. Unpublished.

Schouten, Peer (2019): *Roadblock Politics in Central Africa*. Environment and Planning D: Society and Space 37(5): 924–941.

Stearns, Jason (2013): *PARECO. Land, local strongmen and the roots of militia politics in North Kivu*. Rift Valley Institute, London.

Stearns, Jason (2012): *From CNDP to M23. The evolution of an armed movement in eastern Congo.* Rift Valley Institute, London.

Sungura, Amir; Kitonga, Limbo; van Soest, Bernard and Ndakasi Ndeze (2020a): *Violence and Instability in Ituri. Djugu's Mystic Crisis and the Camouflage of Ethnic Conflict.* Insecure Livelihoods Series, GIC Network, Gent.

Sungura, Amir; Mbamba Murenzi and Limbo Kitonga (2020b): *Proxy Wars and the Dawn of Godfathers. The reshaping of Violent Order in Bashali and Bwito.* Insecure Livelihoods Series, GIC Network, Gent.

Vansina, Jan (1990): *Paths in the Rainforests.* University of Wisconsin Press, Madison.

Verweijen, Judith; Juvénal Twaibu; Dunia, Oscar & Ndisanze, Alexis (2020a): *The Ruzizi Plain: Crossroads of Conflict and Violence.* Insecure Livelihoods Series, GIC Network, Gent.

Verweijen, Judith; Kubuya, Saidi; Mahamba, Evariste; Marijnen, Esther; Murairi, Janvier, and Chrispin Mvano (2020b): *Conflicts around Virunga National Park: Grassroots perspectives.* Knowledge Platform Security & Rule of Law, The Hague.

Verweijen, Judith; Twaibu, Juvénal; Ribakare, Moise; Bulambo, Paul & Mwambi, Freddy (2021): *Mayhem in the mountains. How violent conflict on the Hauts Plateaux of South Kivu became intractable.* Insecure Livelihoods Series, GIC Network, Gent.

Verweijen, Judith and Vicky Van Bockhaven (2020): *Revisiting colonial legacies in knowledge production on customary authority in Central and East Africa.* Journal of Eastern African Studies 14(1): 1–23.

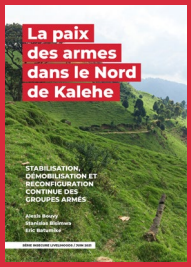
Vlassenroot, Koen; Mudinga, Emery and Josaphat Musamba (2020): *Navigating between two spaces: armed mobilization and circular return in eastern DR Congo.* Journal of Refugee Studies 33(4): 832–852.

Vogel, Christoph (2014): *Contested Statehood, Security Dilemmas and Militia Politics. The Rise and Transformation of Raia Mutomboki in Eastern DRC.* L'Afrique des Grands Lacs: Annuaire 2013/2014: 299–324.

Vogel, Christoph and Musamba, Josaphat (2016): *Recycling Rebels? Demobilization in the Congo.* Rift Valley Institute, London.

Vogel, Christoph and Stearns, Jason (2018): *Kivu's Intractable Security Conundrum, revisited.* African Affairs 117(469): 695–707.

THE INSECURE LIVELIHOODS SERIES



CRG
CONFLICT RESEARCH GROUP

GICN
GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK

GEC-SH
GROUPE D'ETUDES SUR LES CONFLITS ET LA SECURITE HUMAINE